

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 202
JEUDI 25 OCTOBRE 73

U.S.A.-U.R.S.S.

UN GRAND COMLOT ANTI-ARABE

En imposant un cessez-le-feu au Moyen-Orient les deux super-puissances, USA et URSS, viennent de démontrer une fois de plus aux peuples du monde que la prétendue « détente » liée à leur bon vouloir est inséparable des diktats auxquels ces deux super-impérialismes prétendent soumettre les autres peuples et les pays du monde. Car en quoi le cessez-le-feu du Moyen-Orient diffère-t-il d'un diktat ? Les américains ont sur-armé l'agresseur sioniste tandis que les soviétiques tout en poursuivant (même depuis le 6 octobre) l'envoi d'hommes à Israël ont désarmé véritablement les pays arabes.

Car toute la question est là... Israël ce petit état expansionniste est-il plus puissant que l'Egypte et la Syrie ? Non sûrement pas. Comment, alors, quelques 2 500 000 Israéliens peuvent-ils se livrer impunément à l'agression permanente contre des pays qui comptent plusieurs dizaines de millions d'habitants ?

Les récentes batailles qui ont eu lieu dans le Sinaï et dans le Golan ainsi que dans les territoires occupés ont balayé comme fêtu de paille les arguments racistes selon lesquels les arabes seraient moins « capables » que les agresseurs sionistes.

En réalité l'Etat sioniste a pu se lancer dans de nouvelles aventures militaires parce qu'il est armé sans restrictions par les Etats-Unis qui lui fournissent leurs armes les plus perfectionnées tant défensives qu'offensives, alors que l'Union Soviétique contrainte de livrer un minimum d'armes aux pays arabes afin d'y maintenir son influence, prive ceux-ci des armes les plus modernes notamment offensives. Car à qui fera-t-on croire que l'Union Soviétique ne dispose pas d'armes capables de porter la guerre dans les territoires occupés ?

En réalité au nom du danger de conflagration mondiale les sociaux-impérialistes interdisent véritablement aux pays arabes de recouvrer les territoires occupés et au peuple palestinien de recouvrer sa patrie. Cependant, ce n'est là qu'une grossière mystification. Personne n'a parlé des risques de guerre nucléaire lorsque les Etats-Unis ont envahi le Cambodge ou lorsque l'URSS a démembré le Pakistan.

Les Etats-Unis et l'URSS s'entendent comme deux gangsters pour rétablir une situation impossible de « ni guerre ni paix » au Moyen-Orient. Car chacun sait que la vague résolution 242 du Conseil de Sécurité qui se moque des droits nationaux du Peuple palestinien ne sera jamais acceptée, et à juste titre, par les peuples arabes.

Aujourd'hui les pays et les peuples arabes se trouvent en face d'un grand complot manigancé par les Etats-Unis et l'URSS.

De ces deux super-puissances la plus perfide est sans nul doute l'Union Soviétique qui se prétend l'amie des peuples arabes et tente inlassablement de les poignarder dans le dos. En s'associant aux Etats-Unis pour protéger l'Etat sioniste et expansionniste d'Israël, l'URSS a cherché une fois de plus en vérité à rendre sa présence indispensable



Pour une Palestine libre, laïque et démocratique

(pages 6 et 7)

dans les pays arabes et cela afin de les contrôler économiquement, politiquement et militairement.

On peut dire d'ores et déjà que les calculs des sociaux-impérialistes sont très mauvais. La lutte des

peuples arabes et du peuple palestinien contre le sionisme, l'impérialisme et le social-impérialisme sera longue et pleine de difficultés mais elle sera inéluctablement victorieuse.

La "loi Royer" : De la poudre aux yeux

« Les petits commerçants ont enfin obtenu satisfaction », « une victoire pour les petits commerçants », voilà ce qu'on a pu lire et entendre ces derniers temps après le vote de la « loi Royer » par l'Assemblée nationale.

Cette même assemblée, d'une semaine à l'autre a fait une volte-face remarquable.

Elle a d'abord repoussé la proposition de Royer prévoyant d'accorder la moitié des sièges aux « représentants des commerçants et artisans » au sein des « commissions départementales d'urbanisme ». Puis, une semaine après elle accepte cette même proposition. Que s'est-il passé entre les deux ?

Il y a fort à parier que ces messieurs ont d'abord été inquiétés par la démagogie de Royer. Ne disait-on pas que l'installation des grandes surfaces serait limitée ? que les petits commerçants et artisans pourraient s'opposer à leur installation, à leur développement ? Ces représentants des monopoles ne voyaient vraiment pas cela d'un bon œil.

Il aura suffi d'une semaine pour que les explications de Messmer et de Royer calment ces inquiétudes. Ils ont fait la part entre les déclarations dé-

magiques visant à leurrer les petits commerçants et la réalité. La réalité, c'est que les « représentants » des commerçants et artisans seront désignés par les chambres de commerce et d'industrie, des organismes qui, vraiment ne sont pas dangereux, où le gros commerce et les industriels jouent un rôle essentiel. Et puis, en dernier ressort, ce ne sont pas ces commissions qui trancheront mais les préfets. Alors vraiment... Et c'est ainsi que rassurés ils ont accepté ce que quelques jours avant ils refusaient, certains que l'intérêt des monopoles était sauf. Pas un seul député n'a voté contre, les députés révisionnistes se réfugiant dans l'abstention ; et cautionnant ainsi cette entreprise corporatiste.

La « loi Royer » n'a pas d'autre raison d'être que de jeter de la poudre aux yeux des petits commerçants et artisans. Ils ne tarderont pas à faire l'expérience de la réalité de cette loi. Ils vérifieront par eux-mêmes qu'elle n'arrêtera pas le développement des monopoles, qu'elle ne ralentira pas leur disparition.

Ceux qui se proclament « défenseurs » des petits commerçants et qui disent sans vergogne à propos de Royer « c'est un bon ministre », « il

se bat bien », « c'est notre représentant le plus direct », les mènent dans une impasse.

Le corporatisme a toujours été payé chèrement par les petits commerçants et les artisans. En Allemagne et en Italie, autrefois, on leur avait aussi promis de les protéger contre la concurrence, de développer l'artisanat. Le résultat ce furent les impôts écrasants, la liquidation massive du petit commerce, le développement des grandes surfaces. Les petits commerçants et artisans devraient méditer ces faits.

L'adoption de la « loi Royer » va entraîner aussi la mise en application de l'apprentissage dès quatorze ans. Max Lejeune, pour justifier ce projet devait dire à propos des enfants qui sont aujourd'hui en classes de transition. « Leur refus d'apprendre se traduit bientôt par un refus du travail. Ces enfants deviennent des déclassés, des contestataires » et des bourgeois qui « travaillent » avec leur coffre-fort déclarent : « Le travail manuel a sa noblesse et il faut y préparer les enfants. » Il faut surtout fournir aux exploités une main-d'œuvre bon marché et bien jeune pour être embri- gade. La « loi Royer » adoptée sans qu'aucun député ait voté contre, représente la réaction sur toute la ligne.

Mandat présidentiel

LES DESSOUS DE L'AFFAIRE

Pour ? Contre ? A l'Assemblée, au Sénat, à la télévision comme à la une des journaux, les élans d'éloquence rivalisent avec les morceaux de style. S'agit-il du Chili ? du Moyen-Orient ? de Lip ? Non ! C'est autour du projet de réduction du mandat présidentiel que se déchainent ces torrents de passion.

De « la gauche » à l'extrême-droite en passant par les différentes nuances centristes, chacun y va de son petit couplet sur la question : faut-il ou ne faut-il pas rabaisser à cinq la durée de l'exercice du mandat présidentiel, immuablement fixé à sept ans, depuis maintenant un siècle ?

Du côté de la majorité, c'est la panique dans la fourmilière. Ces gaullistes à tout crin sont contre : « Le général ne l'aurait pas voulu ! Cette réforme trahit son œuvre et sa pensée ! »

Messmer, lui, ne connaîtrait-il pas pas ses textes ? En dépit de l'article 5 de la Constitution qui affirme : « Le président de la République... assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que

la continuité de l'Etat », il s'écrit : « Depuis 1962, le chef de l'Etat a cessé d'être un arbitre. Il est devenu la source de tous les pouvoirs exécutifs » et d'ajouter sans rire : « Le mandat de sept ans est trop long. Le programme annoncé avant les élections peut, en effet, être épuisé bien avant son terme. »

Quant à Pompidou, c'est d'un air profond qu'il annonce : « J'ai pensé qu'il fallait consulter le pays un peu plus souvent. » Rien que ça !

Les zélus du Parti « communiste » sont contre, car, disent-ils, cela augmenterait l'aspect autoritaire du « pouvoir personnel ». La Constitution fascisante de 1958 a pourtant réglé pour l'essentiel la concentration de tous les pouvoirs entre les mains des représentants des monopoles industriels et bancaires. Par ailleurs ils ont un peu de mal à expliquer pourquoi le « Programme commun » tant vanté prône... le quinquennat contre le septennat !

Quant aux « socialistes », reconnaissons-leur au moins un certain esprit de continuité : l'un des pères de l'actuelle Constitution, Guy Mollet, ne

tolère pas qu'on dénature ainsi son enfant.

Alors ? Que nous cache-t-on derrière toute cette mascarade ?

Une chose est sûre : le pouvoir réactionnaire ça s'use, ça s'use même énormément. Les roses de Provins ont tôt fait de se faner ; restent les buissons d'épines. Dans ce système pourri, un scandale n'en finit pas d'en chasser un autre. Voilà qui n'arrange pas les affaires des porte-parole des monopoles en butte à la colère et aux luttes de la classe ouvrière et du peuple. En 1968, la colère populaire qui éclatait se traduisait bien par ce mot d'ordre : « Dix ans, ça suffit ! » De Gaulle lui-même devait prendre la route de Colombey un an après.

Ce pouvoir réactionnaire a de plus en plus de mal à tromper les travailleurs, à imposer sa politique de chômage, de misère et de hausse des prix. Un renouvellement tous les cinq ans du président permettrait mieux, actuellement, de multiplier promesses et bonnes paroles rassurantes, mensonges et démagogie.

Il permettrait aussi d'intensifier la mystification électorale. Elections législatives et présidentielles ne devant pas coïncider dans le projet gouvernemental, tous les deux ans environ, avec la complicité des dirigeants révisionnistes, on pourrait briser le chapiteau du grand cirque électoral, faire penser que le bulletin de vote résoudra les problèmes, la prochaine fois si ce n'est pas celle-ci.

Le gouvernement espère aussi, en menant grand tapage autour de cette affaire, désamorcer les luttes en cours, les revendications qui se précisent, les réactions de protestation, devant la valse des étiquettes, en détournant l'attention des travailleurs de leurs vrais problèmes.

Mais en vain, dans les usines, les H.L.M., les bureaux, on discute en ce moment, on discute même beaucoup. Mais pas du septennat ou quinquennat : de Lip et de l'exemple qu'il donne du refus des grèves soupapes, de la nécessité s'unir et de frapper tous ensemble le pouvoir des exploités.

VERSAILLES :

UN AN APRES L'ASSASSINAT DE MOHAMED DIAB

Le vendredi 19 octobre, à Versailles, une bande de copains revenait d'une partie de cartes.

L'un d'entre eux a une crise de nerfs, José Noël Mara, âgé de dix-neuf ans et de père malgache. Des flics en civil descendent d'une voiture et donnent des coups de matraque. L'un d'eux sort un revolver et tire à bont portant. José Noël s'écroule et, depuis, lutte contre la mort.

Faut-il rappeler que c'est déjà au commissariat de Versailles que Mohammed Diab a été assassiné par le flic Marquet ? Faut-il rappeler la mort de cette jeune enfant algérienne, Malika, à la suite de coups portés par les gendarmes ?

La liste commence à être longue des crimes commis par les flics dans cette région. Des crimes qui tous sont restés impunis. Une impunité qui est un véritable appel au meurtre.

STRASBOURG :

MANIFESTATION DE SOLIDARITE AVEC LES PEUPLES ARABES ET PALESTINIEN

Une manifestation de soutien aux peuples arabes et à la cause palestinienne, rassemblant environ 500 personnes, a eu lieu à Strasbourg, jeudi 11 octobre.

Les progressistes et révolutionnaires, amis des peuples arabes, ont exprimé leur confiance dans la victoire certaine que les masses remporteront sur l'agresseur sioniste.

Aux cris de « A bas l'Etat d'Israël », « A bas l'impérialisme US », les manifestants ont dénoncé l'impérialisme américain, ennemi des peuples arabes et du monde entier. Aux cris de « Palestine vaincra », ils ont glorifié l'héroïque lutte que mène le peuple palestinien pour retrouver ses droits et sa dignité.

Correspondant H.R.

COMMANDEZ

" LA FASCISATION EN FRANCE "

André Colère

Prix : 3 F

(ajouter 20 %
pour frais de port)

VIENT DE PARAÎTRE A E-100

Un choix d'essais et de poèmes
présentés par Michelle Loi

LUXUN (Lou Sin)

" UN COMBATTANT COMME ÇA "

l'exemplaire 11 F

E. 100 - B.P. 120 - 75962 PARIS CEDEX 20

A Lannion et à La Rochelle

Les CRS contre les grévistes

Aux légitimes revendications des travailleurs — et qui se font de plus en plus pressantes avec la hausse des prix et les menaces sur l'emploi — le gouvernement n'oppose plus guère qu'une réponse : les C.R.S.

Lip n'est pas un exemple isolé. La semaine dernière, les brutes de Marcellin ont attaqué les grévistes de L.M.T. à Lannion et de la C.I.T. à La Rochelle, les chassant brutalement de l'usine qu'ils occupent.

Dans les deux cas, de justes formes de lutte avaient été adoptées par les ouvriers : piquets de grève, occupation de l'usine, séquestration du sous-directeur à la C.I.T. La Rochelle.

Les patrons, qui s'accommodent fort bien des négociations stériles et des accords bidons, appellent le gouvernement à la rescousse dès qu'ils ont affaire à des ouvriers résolus à lutter pour leurs revendications. C'est toute la classe ouvrière qui doit se mobiliser devant ces agressions répétées des flics de Marcellin.

Solidarité avec les ouvriers de L.M.T.

Les travailleurs de L.M.T. de Lannion ont été appuyés par un long débrayage le jeudi 11 octobre 1973. Dans toutes les usines de la zone industrielle de Lannion de nombreux travailleurs sont sortis afin de montrer leur solidarité avec leurs camarades de l'usine. Aujourd'hui la grève continue.

A Nantes (Orvault) : à l'usine « Le Matériel téléphonique » qui emploie 600 personnes environ il y a eu également de l'agitation en fin de semaine.

Voici le fil des événements :
Mercredi 10 : vote à l'appel des syndicats sur les revendications. Sur les 466 personnes ayant participé au vote, 300 contre 134 moins 32 abstentions ont voté pour l'action. En conséquence une journée de grève de vingt-quatre heures est décidée pour le jeudi 11 octobre pour se solidariser de leurs camarades de Lannion et de Laval et pour les revendications.

Jeudi 11 octobre 1973 : Mise en

place de piquets de grève. 300 personnes sont en grève, 150 sont venues pour travailler. En fin de journée les ouvrières et ouvriers en grève votent l'occupation. Les agents de maîtrise, habilement maniés par la direction de leur côté « occupent » les bureaux. La direction qui ne voulait pas négocier accepte finalement.

Vendredi 12 octobre 1973 :

Il y a des incidents entre grévistes et non grévistes. Des cadres bousculent des ouvriers, etc. La direction et ses valets, le personnel d'encadrement, avec menaces et paternalisme intimidant et mettent de leur côté certains travailleurs non-grévistes des ateliers.

Finalement les grévistes ne sont pas en majorité : 300 sur 630 travailleurs environ et à la fin de la journée ils décident de terminer la grève. Pas vaincus ! Car la direction a augmenté les salaires et a cédé en partie sur le sujet des cars de ramassage.

DANNO (Loudéac Lanrodec)

"Ce n'est pas une victoire mais nous nous connaissons mieux"

« Ce n'est pas une victoire, mais nous nous connaissons mieux. »

Le 5 octobre, 110 ouvriers de l'Entreprise Danno (constructions hangars, poulaillers, etc.) se sont mis en grève illimitée pour :

- Une augmentation de salaire de 7 % ;
- Amélioration des conditions de travail ;
- Prime de fin d'année égale pour tous ;
- Nouvelles classifications.

Dans cette entreprise les travailleurs ne sont syndiqués que depuis six mois à la C.F.D.T. Mais déjà leur « jeune section » est déterminée et a fait preuve d'imagination.

Le mercredi 10 octobre, une trentaine de travailleurs de l'entreprise ont occupé une heure la zone et déchargé les camions prêts pour le lendemain (camions que des non-grévistes, peu nombreux, devaient envoyer sur des chantiers). Ils ont déversé le chargement dans toute l'usine.

Evidemment le lendemain matin les patrons avaient fait appel aux gendarmes locaux qui ont protégé la sortie des camions rechargés par les patrons et les cadres.

Le jeudi soir 11, une opération du même genre a été renouvelée :

Ils ont aussi intercepté des camions et éparpillé le matériel dans la nature.

Vendredi 12 des camarades de

Lip ont passé la journée avec les travailleurs de Danno, en grève, et leur ont projeté leur film. Cette rencontre a montré aux ouvriers de Loudéac-Lanrodec la nécessité d'une organisation plus ferme.

Les travailleurs ont popularisé leur mouvement en distribuant des tracts dans la ville.

Les camarades grévistes qui semblaient si déterminés le vendredi 12, ont repris le travail mardi 16, après un vote à bulletins secrets, lundi 15 (76 pour la reprise, 24 contre, 4 abstentions).

Que s'est-il passé ?

1. Le week-end a été démobilisateur : éparpillement des gars, pas de perspectives fermes ;
2. Les actions-commandos se sont avérées inefficaces ;
3. La popularisation au sein de la population locale insuffisante ;
4. Soutien insuffisant des ouvriers du bâtiment des autres boîtes ;
5. C'est aussi la première lutte dans l'entreprise.

Finalement, ils ont repris n'ayant pratiquement rien obtenu :

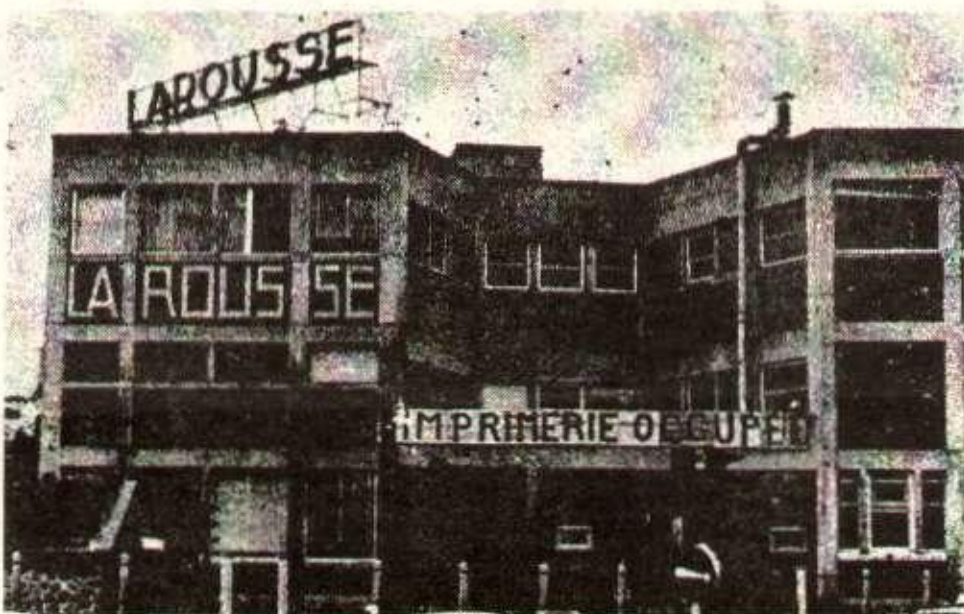
Certains déçus ont dit : « Faire treize jours de grève pour 2 % ça ne vaut pas le coup ».

D'autres : « Mieux vaut reprendre tous ensemble plutôt que de voir les camarades reprendre un à un ».

« Ce n'est pas une victoire, mais nous nous connaissons mieux. »

Correspondant « H.R. ».

LAROUSSE : contre les licenciements occupation des locaux



Depuis le 19 octobre, les ouvriers de l'imprimerie Larousse sont en grève illimitée avec occupation afin de protester contre sa fermeture prévue le 31 octobre, entraînant 183 licenciements. En solidarité, manifestation de la Bastille à la Bourse du Travail le 25 octobre et aucun quotidien parisien ne paraîtra le 26 octobre.

Supermarché : "des caissières rapides et disponibles 68 heures par semaine"

Je suis caissière dans un supermarché. Récemment, pendant une semaine, le magasin a fêté l'anniversaire de son ouverture, avec des tas de réclames, des tas de lots à gagner, un animateur et un orchestre « pour mettre de l'ambiance ».

Lorsqu'ils font un gros coup de publicité de ce genre, on pourrait penser que les capitalistes sont bien gentils de baisser les prix, de distribuer des cadeaux, de nous offrir des « affaires extraordinaires », comme ils disent. En fait tous les grands magasins ont recours à cette fumisterie pour voler un peu plus les travailleurs : la publicité énorme leur amène une foule de clients supplémentaires et la miette qu'ils accordent par les lots ou les quelques articles en réclame, ils la récupèrent au centuple ; il y avait tellement d'argent dans les caisses qu'on ne pouvait plus les fermer, de l'argent volé !

N'est-ce pas du vol de mettre des produits périmés en réclame pour les écouler plus facilement (en particulier yaourts et beurre rance), de faire croire aux gens que tout est en réclame, alors que seulement quelques prix ont été baissés ?

Les travailleurs ont certainement dépensé plus d'argent qu'ils ne pouvaient se le permettre, parce que la vie est de plus en plus chère et qu'il faut profiter de toutes les occasions. Mais les travailleurs en ont assez des « occasions », ils en ont assez de compter au centime près pour pouvoir manger tous les jours. Et les requins propriétaires du magasin ont été un peu déçus, l'anniversaire n'a pas aussi bien « marché » que les autres années.

Et pendant cette semaine d'anniversaire où « le magasin était dans la joie », dans quelles conditions ont travaillé les caissières ?

On était à notre caisse de 7 h 45 à 21 h, avec une heure pour manger et quelquefois un petit repos dans l'après-midi, quand il n'y avait pas trop de monde. Faites le compte, camarades, cela fait plus de 68 h dans la semaine ! Où sont les 40 h ?

Il fallait faire un effort supplémentaire pour apprendre les prix car les clients et surtout les chefs ne pardonnent pas une erreur.

Certaines ont travaillé pendant une semaine derrière les portes ouvertes (pas le droit de les fermer) avec un courant d'air glacé dans le dos. Pas le droit non plus de mettre un gilet ou un manteau sur la blouse, cela ne fait pas élégant pour une caissière qui doit toujours être « charmante et détendue » !

— Même pas le temps d'aller aux toilettes parce que les chefs ne le permettaient pas et aussi à cause des insultes des gens, exaspérés par une longue attente aux caisses et qui « explosaient » à la moindre occasion.

Le métier de caissière est très fatigant en temps normal mais pendant cette semaine infernale, nous avons vu des camarades de travail s'évanouir de fatigue, des filles en larmes à leur caisse parce qu'elles n'en pouvaient plus et sans qu'on leur permette de se reposer un instant.

Par contre, quelques personnes étaient parfaitement détendues : les chefs, le directeur, qui pouvaient à tout moment échapper aux hurlements de l'animateur, au vacarme des caisses, aux bruits de l'orchestre, aux pleurs des enfants, pour aller se reposer dans leur bureau tranquille et ventilé.

Alors camarades, je ne vous écris pas pour vous faire pleurer sur notre sort, mais j'aimerais bien que les lecteurs de notre journal aient une petite idée du vol qu'ils subissent dans les grands magasins et de nos conditions de travail. Plus nous tapons vite, plus l'argent rentre vite dans les caisses. Plus nous venons, tôt au travail et plus nous partons tard, plus l'argent rentre dans les caisses.

Un chef me l'a dit : « ce qui nous intéresse, ce sont des caissières rapides et disponibles ! » « Disponibles », comme il dit, nous ne le sommes pas longtemps parce que nous payons cette exploitation forcée de maladies quelquefois graves, comme les dépressions nerveuses, les anémies, le surmenage.

Je ne vous ai pas parlé des autres travailleurs des grands magasins comme les manutentionnaires, les approvisionneurs, parce que ma lettre aurait été trop longue, mais je vous écrirai encore parce que cela ne doit pas être passé sous silence comme le voudraient les capitalistes.

Pour l'instant, nous ne sommes pas organisées (même pas de syndicat) mais pendant cette semaine, certaines ont ouvert les yeux et le patron aura bientôt du fil à retordre. Et le jour où les exploités se dresseront pour abattre le capitalisme et ses valets, nous ne serons pas aux derniers rangs, camarades !

A BAS LE SYSTEME CAPITALISTE !

VIVE LE SOCIALISME !

Une caissière marxiste-léniniste.

Que se passe-t-il chez les cheminots ?



Après une série de grèves, sur la région Nord, contre l'inculpation arbitraire d'un cheminot (un an pour inculper les dirigeants S.N.C.F. responsables de la catastrophe de Vierzy, vingt-quatre heures pour un cheminot de l'exécution, sans que sa responsabilité soit démontrée), le mouvement était mûr pour s'étendre à l'ensemble de la S.N.C.F.

Une telle grève, dans le contexte politique de l'affaire Lip, avec le mécontentement exprimé au même moment par l'ensemble de la classe ouvrière, était une véritable bombe suffisante pour effrayer le pouvoir et les directions syndicales C.G.T. et C.F.D.T.

La S.N.C.F. tenta de jeter du lest, mais en réalité manœuvra pour diviser les cheminots à la base. Elle octroya une prime exceptionnelle de 120 F pour l'exécution, 160 F pour les roulants, 200 F pour la maîtrise et 350 F pour les cadres. Elle eut immédiatement l'accord et la signature des cinq fédérations-maison. Elle prétendait indemniser ainsi les cheminots de leur effort pendant l'été, le tonnage-transport ayant augmenté de 10 % avec des effectifs reconnus insuffisants (difficulté des embauchages, en raison des bas salaires de début).

Les dirigeants S.N.C.F. pensaient ainsi diviser les cheminots qui dans leur immense majorité estimaient que la somme aurait dû être la même pour tous. D'autre part, ceci ne pouvait éponger le retard énorme des salaires sur les prix. Le conflit restait donc sur l'essentiel, d'autant que les cheminots ont fixé l'augmentation minimum des salaires à 150 F mensuels dont une bonne partie non hiérarchisée. La S.N.C.F. pensait également que les cheminots ne sacrifieraient pas cette prime en journées de grève. Bien sûr, ce sont des arguments qui portent sur une très petite minorité, notamment les suivistes des cinq fédérations-maison. Mais ils portent d'autant plus si de l'autre côté, côté des directions syndicales C.G.T. et C.F.D.T., on ne va pas dans le sens de l'action désirée par la grande masse.

Or, que voulaient les cheminots ? ils voulaient engager une lutte dure, avec la plus grande partie de la classe ouvrière et, si nécessaire, dans un premier temps avec l'ensemble du secteur public. Cela nécessitait une entente au niveau des fédérations et confédérations syndicales. Egalement cela demandait, notamment chez les cheminots, une tentative

d'unité à la base, par des explications sérieuses, avec les suivistes des cinq fédérations-maison. Beaucoup avaient participé aux actions de l'été, donc l'unité à la base était possible.

Un mouvement de masse était possible qui pouvait gagner toute la classe ouvrière, surtout après la démonstration de la solidarité aux travailleurs de Lip avec la manifestation de masse des 100 000.

Encore une fois Messmer et les directions syndicales agissent en convergence par peur d'un mouvement de masse qui, d'une part, mettrait en danger le régime, l'ébranlerait, et d'autre part débordait les directions syndicales CGT et CFDT, comme elles l'ont été à Besançon même.

Les directions CFDT et CGT devaient donc casser à la fois le mouve-

Au cours des réunions, les cheminots dans leur presque unanimité désavouèrent cette forme de grève. Elle divisait les cheminots entre eux par région. Ils estimaient que cette grève de vingt-quatre heures n'avait aucun sens, qu'elle avait été décidée ainsi en haut sans consultation préalable de la base. Ils protestaient du fait qu'ils portaient seuls à la bataille.

Des militants CGT et CFDT protestèrent. Des syndiqués nombreux refusèrent de participer à cette première grève. Les cheminots du dépôt de Dijon-Perrigny, responsable CGT en tête, refusèrent de faire cette grève (et pourtant, en août, ils avaient fait vingt-quatre heures de grève pour soutenir Lip après l'occupation policière, alors que les syndicats avaient fixé la grève à une heure de durée).

Il fut répondu aux cheminots que les autres fédérations n'étaient pas



Les cheminots lors d'une grève précédente.

ment Lip et le mouvement de la classe ouvrière, en commençant par les cheminots.

Les directions syndicales décrétèrent donc la grève tournante chez les cheminots. Pour la première, ils en fixèrent seulement la durée : une période de travail chez les sédentaires, et sur quarante-huit heures pour les roulants, en laissant l'initiative à la base. Si c'était la pagaille organisée contre la S.N.C.F., ce fut aussi la pagaille organisée chez les cheminots.

prêtes, alors que l'on savait que d'autres fédérations du secteur public préparaient des actions tournantes (R.A.T.P. - P. et T.) et des actions d'ordre national pour début octobre (Education nationale, E.D.F., Fonction publique, etc.).

Les cheminots répondirent qu'ils considéraient les grèves tournantes comme inefficaces, de division, et qu'ils pouvaient bien attendre quinze jours pour se joindre aux autres. Il n'en fut pas tenu compte.

La conséquence fut que la grève ne fut suivie que par 29 % des cheminots en service.

La S.N.C.F., devant cette grève, peu suivie, pas dans l'enthousiasme, prit immédiatement des sanctions contre les grévistes (amende). Le directeur publia un ordre du jour annonçant les sanctions pour non respect du préavis et parce que les grèves tournantes sont interdites à la S.N.C.F.

Les directions syndicales, pour continuer à briser les cheminots, pour envoyer les plus résolus au massacre, relancèrent un deuxième ordre de grève tournante. Elles en fixèrent, cette fois-ci, toutes les modalités, pour éviter les hésitations de la base. Celle-ci, bien que consultée après la première grève, et l'ayant à nouveau dénoncée, fut mise devant le fait accompli.

Les plus résolus se dressèrent contre la provocation patronale, espérant un mouvement de solidarité des autres cheminots devant les sanctions. En réalité, l'intimidation joua et le pourcentage descendit à 25 % pour la deuxième grève. Ainsi les éléments avancés, avec les marxistes-léninis-

tes, solidaires dans l'action, sont placés par les directions syndicales à deux pas devant les masses, désignés à la répression. Le mouvement devient donc aventuriste.

Aux cheminots qui, après la deuxième grève, disent qu'il s'agit d'une forme de grève aventuriste parce que minoritaire, on leur répond de ne pas croire aux statistiques S.N.C.F., qu'ils sont minoritaires chez eux, mais qu'ailleurs la grève est à 100 %. A Paris, on cite par exemple Toulouse, Perpignan, Narbonne. Une enquête de camarades démontre que là-bas la participation n'est que de 50 %.

En juin 71, pour obliger à la reprise du travail, on leur disait : « Camarades, bien sûr, vous ici vous êtes en grève à 100 %, mais partout ailleurs cela reprend, la grève devient minoritaire, il faut l'arrêter ». Les directions syndicales C.F.D.T. et C.G.T. poussent à la grève, maintenant avec des arguments inverses, dans une situation opposée. La C.F.D.T. agit ainsi parce qu'elle pense qu'il y a poussée à la base. La C.G.T. agit ainsi pour briser le mouvement de masse et parce qu'il lui faut un peu d'agitation sociale pour donner un peu de relief au dépôt de la motion de censure à l'Assemblée nationale par Marchais-Mitterrand. Une telle forme de grève s'use rapidement, le temps de la discussion et du vote à l'Assemblée. Une telle forme de grève permet de la déclencher en appuyant sur un bouton, et de la faire cesser au moment voulu.

Et c'est ainsi qu'a été déclenchée la troisième grève tournante des cheminots. Entre temps, la direction S.N.C.F. a convoqué les cinq fédérations-maison et leur a accordé, en prime de leur rôle, 1,25 % d'augmentation supplémentaire pour les cheminots. Augmentation au pourcentage, ridicule car loin des 150 F demandés. Elle favorise encore la maîtrise et les cadres qui dans leur masse, C.G.T. compris, n'ont pas fait grève. Il est trop tôt pour en faire le bilan, mais il est certain qu'elle aura eu moins de participants. Pour la faire à tout prix les directions C.G.T. et C.F.D.T. n'ont pas hésité à déposer un préavis de grève, tout en maintenant la grève tournante. Pour qu'on ait l'impression que la grève soit mieux suivie, au lieu de la faire porter sur 48 heures pour les roulants, elle a été ramassée sur 24 heures (grève dite carrée). Ainsi les grévistes au lieu de s'étaler sur deux jours, sont deux fois plus nombreux en un seul jour. Cette forme est très coûteuse car elle oblige des cheminots (service décalé) à faire la grève sur deux périodes de travail, ce qui entraîne la retenue de deux jours de paye pour huit heures de grève.

Voilà où nous en sommes. Nul doute que les cheminots sauront en tirer une nouvelle fois les conclusions pratiques : vigilance renforcée à l'égard des directions syndicales, compter essentiellement sur leurs propres forces et imposer une plus grande démocratie prolétarienne : Assemblées Générales à la base avec pouvoir de décision sur les formes d'action, leur durée, la nature des revendications, et les négociations. Les enseignements de la lutte de Lip devront être mis à profit par les cheminots. Les brûlots enflammeront le régime capitaliste lorsqu'ils seront aux mains de la classe ouvrière et non des escrocs politiques du programme commun.

LARVERNE

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



Foyer de jeunes travailleurs de Gagny :

" Nous refusons l'expulsion et la matraque "

Que diriez-vous, habitants de Gagny, si, payant un loyer élevé (280 F pour chaque chambre que vous occupez), on vous faisait remplir une fiche de renseignements sur toutes vos activités (politique, syndical, lectures, loisirs...), si on surveillait vos visites en faisant remplir à tous vos invités une fiche de visite, si on vous interdisait de recevoir quiconque entre 22 heures et 10 heures du matin, si on prévenait votre employeur de tous vos faits et gestes à l'extérieur de votre entreprise ?

Plus d'un d'entre vous trouverait cela inadmissible !...

Et pourtant, c'était notre situation au foyer de Gagny ; car si on nous considère comme des adultes pour aller à l'armée, en prison ou surtout pour travailler pour un patron, on nous traite comme des enfants et des imbéciles quand on loge dans un foyer.

Payer 280 F pour une chambre de 3 m sur 4 m, être surveillé constamment, n'avoir aucun loisir organisé, telle était notre situation.

Mais cela ne s'arrête pas là : non seulement on nous traitait comme de simples machines à travailler, mais en plus, on ne cessait d'augmenter le prix de notre chambre.

En mai 1972, la chambre était à 200 F, en mai 1973, on veut nous la faire payer 280 F, soit 40 % d'augmentation en un an.

Nous ne pouvions l'accepter, et demandions à la direction de négocier une augmentation qui ne dépasserait pas la hausse du coût de la vie, c'est-à-dire, selon M. Giscard d'Estaing, moins de 10 %.

Mais la direction se moquait de nous : immédiatement, elle décide de licencier le personnel, de fermer le foyer, n'hésitant pas à mettre du jour au lendemain plusieurs dizaines de personnes au chômage et plusieurs dizaines de jeunes travailleurs sans logement.

Quant à nous, nous ne pouvions faire autrement que de rester au foyer, laissé à l'abandon par la direction, qui, pendant deux mois, fera la morte, ne répondant à aucune demande de négociation.

Seul, M. Valenet s'active, demandant dans trois lettres, en juillet et août, l'accélération de notre expulsion. Ses démarches aboutissent : le 24 août, sans aucun avertissement, sans aucuns délais, la police vient nous expulser, et nous « reloger » de façon particulière : 4 camarades à l'hôpital, 15 au commissariat, le reste à la rue...

Il y avait beaucoup de monde pour nous expulser...

... Mais il n'y a personne de ce beau monde quand il s'agit de nous reloger !

Voilà notre situation depuis un mois : seul, le père Léger, curé du Chesnay, que nous tenons à remercier, a mis à notre disposition un terrain, où nous avons pu planter des tentes pour tenter de survivre tant bien que mal et de dormir, parce que, malgré tout ce qui nous arrive, nous devons continuer à travailler quarante cinq heures par semaine.

Quand à la mairie, elle avait promis de s'occuper de nous ; elle l'a fait ; mais nous ne savions pas qu'elle avait une façon particulière de s'occuper des jeunes travailleurs.

Jugeons-en.

Dès le soir de notre expulsion, des individus armés traînent aux côtés de la police pour « donner une bonne correction » à ces jeunes.

Mais bientôt, l'intimidation allait cesser, ces individus passent aux actes :

Le vendredi 21, 20 hommes armés de matraques et de projectiles attaquent les jeunes travailleurs, qui n'ont pour seule défense que faire appel à la police. Un jeune travailleur se retrouve à l'hôpital.

QUE RECHERCHENT CES GENS-LÀ ?

Ils veulent instituer un climat de crainte, faire croire que les jeunes travailleurs sont cause de désordres, qu'ils répandent la terreur.

Mais la police connaît les responsables, elle a des noms et des numéros de voitures. Nous savons que beaucoup tentent d'étouffer l'affaire. Mais que la police et la justice ne s'avisent pas de la considérer comme classée.

Car nous en avons assez que des individus, sous prétexte qu'ils sont membres ou responsables de l'U.D.R., des S.A.C. ou d'Ordre nouveau, aient le droit de parader les armes à la main, le droit de s'attaquer à qui bon leur semble, parce qu'ils se savent couverts par de hauts personnages politiques.

Que les responsables soient trouvés



La jeunesse ouvrière ne se laissera pas intimider.

et inculpés par la police, sinon le scandale éclatera, car c'est nous qui les trouverons !...

— Il est scandaleux qu'aujourd'hui, le foyer de Gagny reste fermé, vide, inutilisé.

— Il est inadmissible que la mairie accepte que les 244 chambres du foyer restent inutilisées, quand on connaît la crise du logement sur la région.

— Il est insupportable pour nous d'être à la rue, en face de ce foyer vide de tout occupant.

On nous dit qu'il n'est pas possible de nous reloger sur Gagny. Nous répondons si : les 244 chambres du foyer suffisant largement pour nous loger tous.

Que la mairie prenne garde, voilà un mois que nous attendons. Si elle nous refuse encore le logement collectif, nous serons amenés, par la force des choses, à le prendre nous-mêmes.

Dernière information

Le samedi 6 octobre, aucune solution à leur problème de logement n'étant en vue, les jeunes travailleurs ont organisé une occupation de maison vide : la police est intervenue, un jeune lycéen a été renversé par un car de police, cinq jeunes arrêtés, dont deux sont toujours en prison accusés « d'outrages et violences à agent » (!!) et bris de scellés et de clôture.

Le dimanche suivant donc 350 jeunes travailleurs, étudiants et lycéens ont défilé dans Gagny.

La manif s'est arrêtée place du Marché où un jeune travailleur a pris la parole pour expliquer : Le foyer de Gagny est le premier à fermer mais

pas le dernier. La politique du pouvoir sur les foyers c'est de faire revendre les foyers privés A.L.J.T. au patronat pour mieux contrôler les jeunes et implanter la C.F.T. A Gagny on parle de revendre le foyer à Citroën qui s'implante à Aulnay. Si l'U.D.R. veut nous briser, c'est parce que nous représentons un noyau antifasciste qui s'oppose à cette politique.

Un jeune du foyer Masséna (13^e arrondissement de Paris) a expliqué ensuite comment dans son foyer, où ils avaient acquis de nombreux avantages par la lutte, la direction était en train de préparer le même mauvais coup, mais « en douceur »...

Puis un membre du comité de soutien a expliqué la nécessité de renforcer la solidarité, en particulier à l'approche du procès des deux camarades. Une collecte a clôt le rassemblement, qui a été très combatif et bien accueilli par la population : les flics n'ont rien pu faire.

Duceux (Saint-Dié) :

LES OUVRIERES UNIES FONT RECULER LE SYNDIC

Chez Duceux, entreprise textile mise en liquidation sur décision du tribunal de commerce (voir « H.R. », n° 200), le personnel (en très grande majorité des femmes) continue le combat autour de ses mots d'ordre : « Que chaque employé retrouve un emploi équivalent (salaire, ancienneté...) à celui qu'il occupe actuellement ».

Le personnel continuant à se réunir en assemblée générale, le syndicat a décidé de déduire du salaire de chaque ouvrier le temps passé dans les assemblées générales. Non content de payer un salaire de misère, il essayait encore de rogner au maximum. De plus, aucune solution globale de reclassement n'avait encore été proposée depuis la liquidation.

Pour faire front à cette hostilité du syndicat peu enclin à satisfaire les revendications des travailleurs, les ouvrières sont passées à l'action ; leurs objectifs : que les heures passées en assemblée générale soient payées, que les propositions de réembauche de salariés soient prises en considération par le syndicat. Pour cela, les ouvrières ont décidé de faire pression en fermant le magasin, et en bloquant le départ hors de l'usine des marchandises qui y sont fabriquées.

Devant cette détermination, le syndicat va céder : les heures passées en assemblée générale seront payées, et un protocole d'accord adopté par les ouvriers met au point les modalités de réembauche du personnel par des entreprises de la région. Ainsi la Société Puma s'est engagée par écrit à reprendre 35 employés en maintenant les avantages actuels ; d'autres entreprises ont été contactées sur cette base (Coframaille en particulier) et doivent donner leur réponse très rapidement.

Après huit semaines de lutte, les ouvrières sont conscientes du fait qu'elles doivent rester vigilantes, face à des gens qui n'ont qu'un seul objectif : le profit. Malgré les résultats déjà obtenus, la lutte continue. L'assemblée générale des travailleurs reste souveraine, c'est elle qui prend les décisions.

Pas de solution partielle, une solution globale !

Maintien des avantages acquis !

Correspondant « H.R. ».

LE VOYAGE DE MESSMER A RENNES

Partout où Messmer est passé en Bretagne, il a soulevé la colère des travailleurs et du peuple de notre région. Aux 20 000 manifestants de Brest, il faut ajouter ceux de Concarneau, de Pontivy et d'ailleurs venus exprimer leurs revendications face à ce chef de gouvernement qui n'apporte aux travailleurs que chômage, misère et répression.

Partout ce ne furent que sifflets et quolibets : France-Inter (radio du gouvernement) a été bien obligé de le reconnaître puisqu'elle a déclaré que « Messmer est mécontent et irrité ».

Pas étonnant. A Rennes, l'hostilité a été si grande que les Renseignements généraux (police politique) lui ont recommandé de ne pas prononcer son discours en public. Depuis quelques jours déjà les flics avaient investi la ville et samedi après midi, chaque coin de trottoir

tout le long du parcours était occupé par des dizaines de S.A.C., C.D.R., C.F.T. et autres fascistes, sans compter les flics en civil venus de tous les cantons de France.

Dès 16 heures, plusieurs centaines de C.R.S. occupaient la place de la Mairie tandis que les gens qui ne pouvaient montrer une carte d'invitation étaient expulsés. Seul un petit groupe de 100 à 150 U.J.P. et U.D.R. sont restés sur place avec les barbouzes dont certains venaient de l'Essonne et portaient des ma-

traques.

Ainsi Messmer est venu à Rennes protégé par des milliers de C.R.S., S.A.C., C.D.R., et C.F.T. et autres fascistes !

Les gens très frappés par ce déploiement de forces policières disaient : « On se croirait au Chili de Pinochet », « Ça sent le fascisme ». Un vieux travailleur indigné lança aux C.R.S. : « Depuis la Résistance, j'ai appris à combattre les fascistes ».

Correspondant « H.R. », Rennes.

COMMANDEZ

Que signifie classe contre classe ?

(0,50 F)

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

POUR UNE PALESTINE LAIQUE ET DEMOCRATIQUE

Est-il besoin de le rappeler ? Les pays arabes font partie du « tiers monde », des vastes zones des tempêtes, où les peuples ont engagé une lutte à mort contre l'impérialisme. Les peuples arabes sont pauvres, même si leur sol et leur sous-sol recèlent de fabuleuses richesses, même si leurs hommes font preuve d'énergie et d'audace. Car ce sol a été et est encore honteusement pillé par les « pays riches » ; car ces hommes ont connu l'oppression et l'humiliation.

Dans cette région, l'impérialisme a placé un pion solide pour tenter de maintenir sa domination : l'Etat sioniste, fidèle gendarme des intérêts politiques et économiques des Britanniques, puis des Américains. Aussi dès la création de l'Etat sioniste d'Israël, celui-ci est-il devenu l'ennemi du peuple palestinien spolié, mais aussi l'ennemi de tous les peuples et des pays arabes. Et la lutte des peuples et des pays arabes contre l'impérialisme et celle menée contre le sionisme sont une même seule lutte.

La guerre d'aujourd'hui est une étape dans la lutte prolongée des peuples et des pays arabes contre l'impérialisme et contre le sionisme, celle des « pays pauvres » contre les « pays riches » exploités et opprimés. Son objectif fondamental, indépendance nationale pour tous les pays arabes et reconnaissance de leurs droits nationaux fondamentaux.

ne peut être réalisé sans la destruction de l'Etat sioniste d'Israël (voir article ci-contre).

Mais cette lutte d'aujourd'hui, issue de la situation héritée de la « bataille des Six Jours » de 1967, présente des aspects spécifiques.

1. C'est une guerre de libération nationale ouverte pour l'Egypte et la Syrie qui entendent recouvrer leurs territoires occupés en 1967. Tel est l'aspect nouveau de la guerre d'octobre 1973 ; tel est son aspect principal.

2. C'est une nouvelle étape dans la guerre prolongée menée par le peuple palestinien pour la libération de sa patrie et pour la reconnaissance de ses droits nationaux.

3. Elle marque la mobilisation politique et même militaire de tous les peuples et pays arabes qui ont considérablement resserré leurs liens combattants.

Ces trois aspects sont intimement liés et les trois luttes s'épaient mutuellement, subordonnées qu'elles sont à la visée stratégique de se libérer de l'impérialisme et du sionisme, et parties prenantes d'un même processus qui mène inéluctablement par delà les embûches, difficultés et revers, les peuples arabes à la victoire finale.

21 octobre 1973.

Que signifie détruire l'Etat d'Israël ?

Détruire l'Etat sioniste d'Israël signifie-t-il « jeter tous les juifs à la mer » ou les exterminer physiquement ?

Non ! Absolument pas. Aucun patriote palestinien n'envisage un seul instant l'extermination physique des juifs qui habitent leur patrie, la Palestine occupée.

Seule la propagande sioniste s'est emparée de ce grossier mensonge qu'elle colporte à plaisir, pour tenter de faire croire que les anti-sionistes sont des antisémites.

Pour détruire l'Etat sioniste ?

L'Etat sioniste est un Etat :

— Colonialiste et expansionniste, né de la volonté des colonialistes britanniques, c'est une « citadelle avancée de l'Occident contre la barbarie de l'Orient » selon ses propres fondateurs.

Gendarme fidèle des impérialistes américains, il vise à préserver leurs intérêts stratégiques et pétroliers au Moyen-Orient.

Créature du colonialisme, il est par nature militariste et expansionniste ; créé sur le sol de la patrie d'un million de Palestiniens, il n'a eu de cesse de conquérir d'autres territoires arabes ; quatre dates : 1948, 1956, 1967, puis la nouvelle tentative de 1973.

— Raciste et théocratique.

L'idéal sioniste est de faire de l'Etat d'Israël un « Etat juif », un Etat « uniraclial » et la définition du « Juif » — celui qui est de mère

juive ou convertie au judaïsme — est bien raciste, et non religieuse. Elle implique l'expulsion de tous les non-juifs — et la politique fondamentale de l'immigration.

L'Etat d'Israël organise les discriminations raciales :

— Entre juifs et « non-juifs » : selon la « loi du retour », tout juif arrivé en Israël est automatiquement reconnu comme israélien ; les Palestiniens autochtones sont placés sous le contrôle des autorités militaires, circulent avec un laissez-passer, subissent la détention préventive administrative et le couvre-feu « légal » ;

— Entre juifs eux-mêmes : les « juifs occidentaux » — trois cinquièmes — sont considérés comme des sous-juifs, des « arabes » et occupent le « bas de l'échelle » de la société israélienne.

Dans l'Etat d'Israël, le racisme sioniste s'appuie sur le fanatisme religieux des rabbins d'Israël qui ont imposé leurs « lois religieuses » à tous : pas de mariage civil, interdiction du mariage « mixte » (juif-non-juif), de toute activité lors du sabbat, etc.

Tel est l'Etat d'Israël, colonialiste, raciste, théocratique, véritable machine de guerre contre les peuples arabes et aussi contre les juifs de Palestine, avec tout l'arsenal coercitif de son appareil : armée, groupes terroristes, police, services secrets, prisons et moyens de propagande. Arsenal qui sert au maintien de l'impérialisme et du sionisme au Moyen-Orient. C'est cet appareil, cet arsenal que le peuple palestinien entend démanteler et



détruire à tout prix. C'est à cette seule condition que cessera la domination impérialiste au Moyen-Orient et l'occupation sioniste en Palestine.

Pourquoi s'en étonner ? Certains croient « au scandale », alors qu'ils admettent volontiers la destruction de l'Etat capitaliste en France, ou la destruction de l'Etat fantoche de la prétendue « république khmère » au Cambodge !

Construire une Palestine démocratique et laïque

Là encore, pas de mystères. La citation, ci-contre, de Yasser Arafat est sans ambiguïté.

La Palestine pour laquelle luttent les patriotes palestiniens sera :

— Un Etat libre de toute attache

avec l'impérialisme et qui assurera et consolidera son indépendance nationale ;

— Un Etat démocratique, dont tous les citoyens quelque soit leur religion, juifs, Arabes, catholiques ou non, jouiront de droits identiques.

Les juifs de Palestine sont-ils « rejetés à la mer » dans cette Palestine de demain ?

Pas du tout !

Et quelques-uns d'entre-eux, au prix de leur liberté et de leur vie, ont manifesté et manifestent leur volonté de construire, aux côtés de leurs frères arabes, la Palestine démocratique et anti-impérialiste de demain.

Aux côtés de leurs frères arabes, ils ont pris le chemin difficile, long et sinueux qui mène à la victoire.

DES DOLLARS SANS COMPTER

De 1948 à 1968, 36 milliards de dollars américains ont renfloué les caisses de l'Etat sioniste.

Cette manne « généreuse » provient :

— Pour 11 milliards de dollars de « l'aide économique » du gouvernement U.S. ;

— Pour 25 milliards de dollars du transfert des capitaux privés et des collectes sionistes.

L'Allemagne fédérale a largement versé au titre de « réparations des crimes nazis » !

Un mot encore : les collectes sionistes — 800 milliards d'anciens francs de 1939 à 1965 — ne sont pas taxées aux Etats-Unis, car considérées comme des œuvres de bien-

faisance... « Charité bien ordonnée commence par soi-même ». Les dollars U.S. ne servent-ils pas fort bien les intérêts des impérialistes U.S. au Moyen-Orient ?

Au total : de 1948 à 1968, 1 400 dollars par an et par habitant alloués à l'Etat sioniste par la riche Amérique... qui a fait ses fonds de poches pour accorder 35 dollars aux Etats voisins.

Et pour finir... 2 milliards de dollars accordés pour cette nouvelle agression...

Les riches protecteurs ont la main généreuse ; n'est-on pas entre gens du même monde, entre pays du même camp ? Celui des pilliers et des oppresseurs. Le camp impérialiste !

ÉPAULÉ PAR 100 MILLIONS D'ARABES LE PEUPLE PALESTINIEN N'A JAMAIS CESSÉ LE COMBAT

Un peuple oublié, effacé, tel ont voulu faire du peuple palestinien les impérialistes de notre époque... et quand il s'est révolté, ils ont tenté de le liquider tout à fait... Tout au plus, a-t-on admis qu'il reste un peuple assisté, destiné à survivre en silence avec 1 500 calories par jour, « généreusement » attribuées par les « grands » !

« Le peuple de Palestine ? connais pas ! » Et le silence a été soigneusement organisé, ici, en Occident, car là-bas, en Palestine, ce fut et c'est

le résultat d'une commission d'enquête... américaine, destinée à renseigner alors le président des Etats-Unis !

On sait ce qu'il est advenu du rapport de la dite commission. Au panier ! Comme tous les rapports de toutes les « commissions » britanniques qui se sont penchées sur les « problèmes » suscités par le « mandat » et l'immigration en 1920, 1928, 1929, 1933. Quatre dates qui sont aussi celles de révoltes et de manifestations anti-britanniques du peuple palestinien.

En 1936, c'est plus sérieux encore. Une révolution anticoloniale et anti-féodale se développe en Palestine. Dès 1935, des groupes dirigés par le patriote Al Kassem ont engagé la lutte armée. Puis, en avril 36, c'est le soulèvement de tout un peuple : le 19, insurrection à Jaffa ; le 26, début d'une grève générale qui dure six mois ! La lutte armée s'amplifie : 6 à 10 000 combattants attaquent les convois, détruisent les voies ferrées ; en juillet 1937, les paysans armés se dressent contre un projet de partage de la Palestine ; des patriotes syriens et libanais leur prêtent main-forte... Le pouvoir populaire s'organise dans les villages et dans certaines villes, comme à Naplouse... Les objectifs populaires sont clairs : chasser les colonialistes britanniques et leurs alliés sur le terrain : les sionistes. Les féodaux collaborateurs qui vendent leurs terres aux sionistes sont visés eux aussi.

Dès le début, les grands propriétaires tentent de récupérer la révolution et, sous couvert d'un « Haut Comité palestinien », essaient d'enliser l'ardeur populaire dans d'interminables négociations avec les colonialistes britanniques. Surtout, la répression britannique est impitoyable ; de cette époque datent les méthodes terroristes largement utilisées depuis par les sionistes israéliens : « responsabilité collective » d'un village, loi martiale, hébergement des troupes, dynamitage des maisons. Les sionistes sont alors de fidèles auxiliaires des colonialistes britanniques : la Hagana — milice armée sioniste — surveille les pipe-lines anglais ; l'Irgoun terroriste n'hésite à aucun crime. Un lieutenant du « baroudeur » britannique Wingate se fait déjà remarquer : il s'appelle Moshe Dayan !

Le peuple palestinien sort isolé, meurtri de l'épreuve. Il n'est pas vaincu.

1947-1956...

Ne jamais capituler

Après la seconde guerre mondiale, le peuple palestinien est désarmé ; une loi britannique condamne — depuis 1939 — à la peine de mort tout Palestinien possédant une arme. Par contre, les sionistes se sont renforcés en hommes et en armes ; le soutien impérialiste leur est acquis.

En novembre 1947, à l'annonce du plan de partage de l'O.N.U., une guérilla rurale s'organise, qui vise les groupes sionistes Stern et Irgoun... Le terrorisme sioniste la noie dans le sang. Avec les méthodes que l'on sait. Après Deir Yassine — massacre de 254 villageois arabes jetés dans un puits — l'heure est à l'exode... Des dizaines de milliers de Palestiniens fuient leur terres, leurs villages... tandis que les sionistes menacent sur



les ondes : « Rappelez-vous Deir Yassine ».

En mai 48, les armées arabes des pays voisins viennent au secours de la Palestine ; elles sont bientôt défaites au début 49. Gamal Abdel Nasser qui se bat pendant cette guerre de Palestine rapporte :

« Les pays arabes entrèrent dans la guerre de Palestine avec le même enthousiasme. Ils partageaient les mêmes sentiments et connaissaient fort bien les limites de leur sécurité. Ils sortirent de la guerre avec la même amertume et le même sentiment de frustration ».

L'Etat sioniste d'Israël, spoliateur de la terre palestinienne, est d'EM-BLEE RECONNU COMME L'ENNEMI DE TOUS LES ARABES.

Pour le peuple de Palestine : sa patrie perdue et lointaine, ses villages occupés, sa terre cultivée par d'autres ; et pour un million d'hommes l'exil et le statut de « réfugiés ». La résistance commence alors ; d'abord faite d'actes individuels et souvent désespérés ; bientôt, elle s'organise dans les années cinquante à Gaza.

1956 : Nasser nationalise le canal de Suez ; les colonialistes britanniques et français ripostent à cet acte d'indépendance nationale ; les sionistes israéliens font leur sale boulot de chiens de garde et envahissent le Sinaï, espérant l'ajouter à leurs conquêtes de 1948.

Une fois encore, les peuples arabes se mobilisent ; la 8^e division palestinienne forte de 10 000 hommes entre en action ; dans Gaza occupée, un mot d'ordre : TENIR, RESTER, ne pas céder à l'odieuse piège de 1947.

Le 17 mars 1957, l'Etat sioniste est contraint de se retirer du Sinaï. D'autres batailles à mener...

1965 : La voie de la lutte armée...

Cette étape de la lutte du peuple palestinien est mieux connue ; nous l'évoquerons seulement.

D'abord, le 1^{er} janvier 1965, « jour où commença notre guerre de libération, début d'une traversée bien longue sur un chemin ardu, mais traversée aux résultats sûrs car il n'y a pas d'autre chemin qui puisse mener à notre libération ». C'est le premier communiqué militaire d'El Fath.

L'agression sioniste de 1967 et la défaite qu'elle inflige aux pays arabes voisins renforcent les patriotes palestiniens dans leur stratégie de guerre

populaire prolongée. Prenant en main leur propre destin, comptant essentiellement sur leurs propres forces, ils marquent des points contre le sionisme et l'impérialisme, cristallisant autour d'eux la confiance et l'espoir des peuples arabes.

Karamé est leur première grande victoire militaire puisque « l'armée sioniste invincible » recule sous les assauts des patriotes combattants. D'autres suivent, alors que progressent l'unité et l'organisation des patriotes et du peuple ; les camps de réfugiés se transforment en camps de résistance ; jeunes et vieux, hommes et femmes se mobilisent.

Mais les sionistes et les impérialistes veillent au grain, qui adoptent une double tactique de « plan de paix » d'un côté et de liquidation physique de l'autre. Démobiliser pour liquider en douceur... Et c'est, après les échecs répétés de la Résolution 242, du plan Jarring et autres projets « d'Etat palestinien », la mise en œuvre d'un plan concerté d'extermination des patriotes palestiniens : septembre 70 et les massacres perpétrés par les réactionnaires jordaniens. Pour le peuple de Palestine, c'est le temps de difficultés et d'épreuves.

La Résistance et le peuple tiennent bon, une fois de plus ; examinant le passé, renforçant leur unité et leur organisation, ils vont de l'avant. Ils sont placés sur le front des combats d'aujourd'hui.

Commandez
notre brochure

“ Soutien
aux peuples
arabes
et palestinien ”

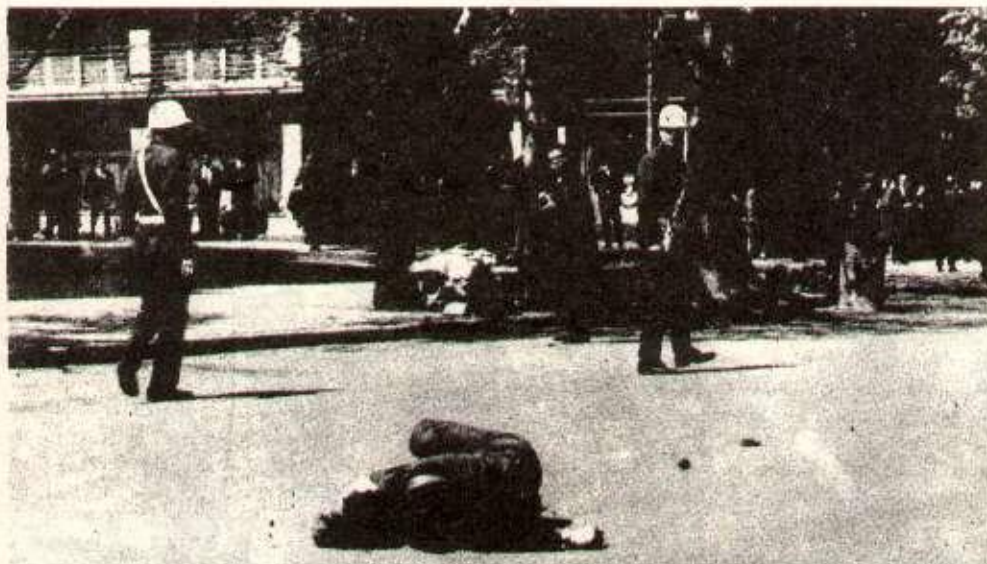
discours prononcé
par Jacques Jurquet
au meeting organisé
par l'Humanité rouge
le 12 octobre à la Mutualité

Prix : 1 F (port en sus)



Les palestiniens chassés de leur territoire par les sionistes.

TURQUIE : Un gouvernement fasciste à la solde des impérialistes



L'armée n'hésite pas à tirer sur le peuple.

La Turquie est un pays semi-colonial et semi-féodal sous le joug d'une dictature fasciste, dans la région du Proche Orient et de la Méditerranée où les luttes pour l'indépendance des pays, la libération des nations et la révolution des peuples battent leurs pleins. Par ailleurs, l'hégémonie et l'influence des superpuissances sont les plus aiguës. Le 6 octobre dernier, les sionistes d'Israël ont agressé des peuples arabes épris de liberté et d'indépendance. Et on ne peut penser que la Turquie, forte d'une armée de 500 000 hommes, dirigée et ravitaillée par les impérialistes américains, comporte 101 bases U.S. et de l'O.T.A.N. sur son territoire et port d'accueil à la 6^e flotte des impérialistes U.S., puisse être neutre dans la situation actuelle, comme le prétendent les fascistes turcs. Le gouvernement turc, de concert avec les sionistes d'Israël, les colonels grecs, le chah sanglant d'Iran et le boucher roi Hussein de Jordanie qui visent d'assurer l'hégémonie U.S. dans la région et d'étouffer la lutte des peuples arabes et palestinien frères. Il est important de rappeler que pendant la guerre des 6 jours en 1967, les avions U.S. sur le Golan avaient décollé de la base de Çigli à Izmir et pendant la boucherie de septembre 1970 en Jordanie, l'armée turque était groupée à la frontière syrienne, prête à intervenir au cas où Hussein serait vaincu. De même, Nixon avait déclaré le 27 juillet 1972 que l'aide militaire fournie à la Turquie

est nécessaire pour la sécurité d'Israël. Depuis l'agression militaire d'Israël le 6 octobre dernier, la 6^e flotte se trouve près des côtes de la Turquie et les bases U.S. et de l'O.T.A.N. sont en alerte. En effet, les impérialistes américains veulent faire jouer à la Turquie le rôle de gendarme des intérêts U.S. et des sionistes d'Israël au Proche Orient. Mais notre peuple a une longue et riche tradition de solidarité militante avec les peuples arabes et palestinien. L'exécution par les fascistes des camarades Deniz Gezmiş, Yusuf Aslan, Hüseyin İnan, qui avaient combattu aux côtés du peuple palestinien, et la mort des 11 camarades du Parti révolutionnaire ouvrier-paysan de Turquie au Naher El-Bared, en février dernier, le démontrent.

Aujourd'hui, la guerre continue, les peuples arabes et palestinien sont déterminés à combattre les agresseurs sionistes d'Israël et à libérer leurs territoires occupés. Le Golan aux Syriens, le Sinaï aux Égyptiens et la Palestine aux Palestiniens ; ce sont des aspirations justes de nos frères arabes et palestiniens. Et le peuple de Turquie, jaloux de son indépendance et de sa liberté, apportera son ferme soutien à la juste cause aux peuples arabes et à l'héroïque peuple palestinien, comme dans le passé, fidèle à la tradition militante qui lie nos peuples.

La dictature fasciste en Turquie n'est pas seulement un instrument d'intimidation et d'agression au service des

U.S.A. contre les peuples du Proche Orient, mais aussi un instrument d'oppression et d'exploitation des plus féroces contre les peuples de Turquie.

Au cours de ces trois dernières années, une poignée de généraux fascistes, valets de l'impérialisme américain, ont interdit toutes les organisations ouvrières et populaires, ainsi que le droit de grève, et ont envoyé des unités d'intervention spéciale contre les ouvriers grévistes. Ils ont formé des brigades de commandos antiguerilla dans les villages combattifs. Ils pratiquent l'oppression raciste sur le peuple kurde, torturent les paysans et bombardent les villages. Ils ont organisé des opérations militaires de grande envergure à Istanbul, Diyarbakir, Elazig ainsi qu'en d'autres endroits, avec l'objectif d'étouffer la résistance. Ils ont criblé de balles, exécuté, torturé ou enfermé dans les cachots les révolutionnaires et les jeunes patriotes. L'interdiction des organisations démocratiques, des livres et la censure sur la presse ont abouti, depuis 3 ans, à une institutionnalisation du fascisme. Actuellement, les tribunaux militaires jugent et condamnent à des peines de mort et à de lourdes peines de prison des milliers de combattants et de patriotes, les meilleurs fils et filles de notre peuple.

La politique économique de la dicta-

ture fasciste favorise le pillage des richesses du pays par les impérialistes, la consolidation de la domination impérialiste et semi-féodale dans les campagnes, entraîne la paupérisation de la classe ouvrière et des masses populaires, la militarisation de l'économie et le renforcement du capitalisme comprador et bureaucratique.

Il y a deux semaines, les fascistes, les traîtres au peuple ont organisé des élections législatives dites « libres ». Alors que la répression sanglante et l'oppression règnent sur le peuple tout entier ! Quels que soient les résultats de ces élections, les peuples de Turquie sont déterminés à suivre la voie tracée par le sang des héroïques martyrs tombés la tête haute pour la cause de la révolution.

Notre peuple épris de paix et de liberté s'organise et lance des attaques de guérilla, région par région, contre ces agresseurs archi-réactionnaires, les traîtres fascistes, valets des impérialistes américains. Et le peuple révolutionnaire, debout, suivra le chemin glorieux de la guerre populaire, prolongée jusqu'à la victoire totale sur la poignée des fascistes valets de l'impérialisme U.S., et consolidera son propre pouvoir.

Front uni patriotique de Turquie.



Les étudiants de l'Université d'Ankara sont continuellement sous surveillance de l'armée fasciste.

THAILANDE :

Le mouvement des étudiants se développe avec force

Le mouvement des étudiants dans toute la Thaïlande contre l'oppression des autorités thaïlandaises et pour la démocratie ne cesse de se développer. Les autorités thaïlandaises ont envoyé à Bangkok des troupes et des policiers pour le réprimer, tuant ou blessant de nombreux manifestants.

Le 12 octobre, les autorités thaïlandaises ont tenu une réunion urgente du cabinet, à la suite de laquelle elles ont annoncé la « mise en liberté sous caution » des treize étudiants, enseignants et autres personnes arrêtés le 6 octobre. Les étudiants, rassemblés à l'université de Thammasat pour continuer la lutte, ont rejeté la décision du gouvernement et exigent la liberté sans condition des personnes arrêtées.

Plus de 200 000 étudiants ont organisé à Bangkok une grande manifestation pour protester énergiquement contre la répression des autorités. Aux côtés des étudiants, des élèves

de l'école secondaire et primaire ont aussi participé à la manifestation.

Les autorités thaïlandaises ont ensuite annoncé la fermeture de toutes les universités et écoles secondaires du pays et envoyé un grand nombre de soldats et de policiers réprimer le mouvement étudiant. Des tanks de l'armée sont apparus dans les rues de Bangkok. Des policiers armés de mitrailleuses ont ouvert le feu, à partir d'immeubles, sur les étudiants, tuant ou blessant nombre d'entre eux. Les étudiants ont riposté vaillamment avec des bâtons et des bombes incendiaires. Bangkok était en pleine confusion.

Le mouvement étudiant de Bangkok faisait tache d'huile sur plus de dix provinces, entraînant la participation de centaines de milliers d'étudiants. Leur juste lutte a gagné un soutien de la population de tous les milieux et de l'opinion publique.

JEUDI 25 OCTOBRE à 20 h. 30

MUTUALITÉ - Métro : Maubert-Mutualité

MEETING de SOUTIEN AUX PEUPLES DE TURQUIE ARABES ET PALESTINIEN

A L'INITIATIVE DU FRONT UNI PATRIOTIQUE DE TURQUIE

avec la participation de l'O.L.P. - la G.U.P.S. - l'U.G.E.L. - U.N.E.M. - C.A.L.-U.G.E.T. - Unions générales des Etudiants égyptiens et syriens - Perspectives tunisiennes - A.M.E.E. - U.E.I.F. et le soutien de : A.G.T.A.G. - A.G.E.G. - A.G.E.M. - C.D.P. - C.I.L.A. - C.I.P. - F.R. - F.R.A.P. - G.R. - H.R. - M.N.S.P.I. - P.L.R.

UNE ARMÉE APOLITIQUE ?

Dans un article du 17 octobre, *Le Monde* nous révèle l'existence au sein de l'armée de *Bulletins de renseignement trimestriels sur l'adversaire intérieur*, renseignements exploités dans le cadre de la Défense opérationnelle du Territoire (D.O.T.).

Qu'est-ce que la D.O.T. ?

Créée après les événements de Mai 68, et pour en empêcher le retour, son objectif officiel est d'organiser la défense du territoire contre tout ennemi extérieur ou intérieur. Elle est constituée par 7 zones de défense correspondant aux 7 régions militaires (Paris, Lille, Rennes, Bordeaux, Lyon, Metz, Marseille). L'encadrement militaire de ces zones est assuré par les cadres militaires des régions militaires.

L'armée de Terre fournit à la D.O.T. 2 brigades alpines, 18 régiments d'infanterie, des régiments du génie, plusieurs formations de l'aviation légère, la marine et l'armée de l'Air sont plus spécialement chargées de missions de protections des installations portuaires et des bases aériennes, et la gendarmerie offre la totalité de ses effectifs d'active. Mais il ne s'agit là que d'une « permanence », une sorte de face visible de la D.O.T. Voyons en effet ce que nous réserve la « face cachée » :

En cas de mobilisation, l'armée de terre reçoit les renforts suivants : 1 brigade alpine, 12 régiments d'armée blindée et cavalerie, 47 régiments « Commandos », 80 régiments d'infanterie renforcés par des unités spéciales de soutien. L'armée de l'Air et la Marine, en plus d'une augmentation sensible de leurs effectifs et de leurs unités de protection, créent des sections spéciales « marines » chargées de la Défense du littoral, et des sections d'aviation départementales. La Gendarmerie mobile double ses unités, et la Gendarmerie départementale triple ses effectifs. Comment ? En intégrant leurs réservistes. D'autres

forces très importantes viennent s'intégrer aux forces de la D.O.T. proprement dite : par exemple 2 brigades de parachutistes de la II^e division ou bien les troupes de marines.

La D.O.T. assure aussi la défense civile et économique. Imaginons qu'une région militaire soit coupée de la capitale, c'est-à-dire en fait, du gouvernement. Eh bien il existe, à la tête de chaque zone de défense, un préfet de zone de défense, chargé du maintien de l'ordre et de la protection civile, qui, en cas de rupture de communications avec le gouvernement, prend en main tous les pouvoirs. Ce préfet commande les préfets de régions et les préfets des départements de la zone et exécute les plans de défense. L'inspecteur général des Finances et le général commandant la région militaire pour les mesures de D.O.T. (par exemple pour la protection des bâtiments administratifs ou même économiques) sont ses deux principaux collaborateurs. Enfin, il est aussi aidé par un Comité de Défense de zone. Ce C.D.Z. contrôlé par un membre de la préfecture, sert en fait de centralisateur des opérations de défense civile et économique de la zone de défense.

Mais pour frapper plus vite et plus fort, cette défense nécessite un service de renseignements efficace, un fichier complet sur « l'adversaire intérieur ». La sécurité militaire n'est pas suffisante pour remplir ce rôle, ni même la D.S.T. (Direction de la Surveillance du Territoire) car leur secteur d'activité est trop limité. Depuis 1970, des efforts ont été faits pour coordonner les activités de recherches des divers services civils et militaires. Ainsi le service des Renseignements généraux collabore-t-il maintenant étroitement avec les services compétents des Etats-majors militaires en leur transmettant tous les renseignements qu'ils désirent, mais aussi en les tenant au courant de toutes les

activités de tous les éléments ou organisations surveillées (et cela va de l'association de locataires aux radicaux de « gauche »). Est-il besoin de préciser que les partis de la majorité et les groupements d'extrême-droite « échappent » à cette surveillance ?

Ce qui n'empêche nullement le chef d'état-major des Armées, le général François Maurin, d'affirmer le 20 septembre : « L'armée n'est pas au service du capitalisme », ni à la « disposition d'un parti ou d'une fraction de la société ». Et pourtant toutes les activités militaires sont tournées vers cet objectif : défendre le système capitaliste, être « le dernier recours de notre société libérale » comme le dit Galley. D'ailleurs, le 19 septembre 1970, M. André Fanton, alors secrétaire d'Etat à la Défense nationale ne disait-il pas : « La défense opérationnelle du territoire est aujourd'hui organisée pour éviter tout retour aux événements qui ébranlèrent la nation en mai 1968 » ? Tout cela est clair n'est-ce pas ? Et le commentateur du *Monde* s'en inquiète, affirmant que la D.O.T. « revêt chaque jour un aspect plus inquiétant » et, écrivant plus loin : « Tout se passe comme si une défense "interne" du territoire était progressivement mise en place, dans l'éventualité d'une grave crise qui diviserait la nation, et comme si un adversaire en puissance était désigné à l'attention de certains états-majors qui rêvent encore à d'étranges aventures ». Aventures pas si « étranges » et l'exemple chilien est là pour nous montrer qu'il ne s'agit pas non plus d'un rêve.

Et pourtant il existe encore des gens qui prétendent que l'armée n'est pas au service du capitalisme, et que de toutes façons « loin de vouloir « casser l'armée » comme le prétendent nos adversaires, nous voulons donner à la nation, l'armée dont elle a besoin et pour cela, assurer à celle-ci les missions, les

structures, les armements (!), les conditions d'activités qui lui permettent de sortir de l'impasse où la politique actuelle du pouvoir la pousse ». Qui dit cela ? Marchais dans son « défi démocratique ». Mais M. Marchais ignorerait-il le rôle de l'Armée en système capitaliste ? Et surtout ignore-t-il le rôle que certains s'approprient à faire jouer à l'Armée dans la V^e République fascisante comme d'autres au Chili ou en Indonésie ? Non, bien sûr. C'est pourquoi les révisionnistes, répandant leur venin mortel au sein de la classe ouvrière, trompent sciemment les travailleurs de France et les désarment devant un adversaire qui a déjà prévu et mis en place une stratégie de guerre civile. Rejetons sans réserve les propos criminels de gens comme Elieinstein (« ... Il sera plus facile en France d'obtenir l'obéissance au pouvoir légal d'une armée qui, malgré 1958, a de solides traditions en la matière. »), et combattons sans répit avec la plus extrême fermeté ces illusions mortelles afin de mieux nous préparer à l'affrontement de classe violent contre le capital.

O.R.T.F.

Offensive des éléments fascistes

Depuis quelques jours, on assiste à un remue-ménage important au sein de l'Office.

Le ministre de l'Information, Maud, aidé par le G.I.R.E. (Groupe interprofessionnel pour la Réforme et l'Expansion de l'Office), syndicat fasciste affilié à la C.F.T., et par des responsables et administrateurs de l'Office (comme Dangeard, responsable financier), tente de « nettoyer » l'O.R.T.F. de ses éléments soi-disant « communistes » ou « gauchistes ».

Déclenchant une « chasse aux sorcières » ils commencèrent par exiger le renvoi de la directrice de France-Culture (Mme Mella) et du directeur de France-Inter, Jacques Sallebert (!), dont on dit des organismes qu'ils dirigent, qu'ils sont « noyautés » par la « subversion ». Dans la foulée on s'empresse de faire des déclarations sur la privatisation et le démantèlement de l'Office.

Ainsi Michel Poniatowski déclare-t-il : « Ce que je crois souhaitable, c'est une concurrence entre un appareil d'Etat et des chaînes privées qui l'obligeraient à se défendre ». Mais ces chaînes privées ne sont-elles pas au service de ces monopoles dont l'Etat lui-même est un instrument ? Alors, se défendre contre qui ?

Quant à M. Arthur Conte, qui a obtenu la démission de Dangeard (qui a un « trou » de 150 millions dans la gestion de l'Office), il essaie soudainement de se présenter comme un homme soucieux « d'objectivité » et « d'honnêteté ». Ainsi justifie-t-il l'interview de l'ambassadeur d'Israël qu'il a fait passer dont *El Moudjahid* du 18 octobre dit : « ... Le patron de l'O.R.T.F. a programmé une émission pro-Israélienne. Sans doute considérait-il le représentant de Tel-Aviv en France comme son vrai patron. » Car « l'objectif » M. Conte n'en est pas aux premières pressions subies et s'en est jusqu'ici fort bien accommodé. Mais peut-être M. Conte se souvient-il qu'il fut « socialiste » et que Golda Meïr est membre de l'Internationale socialiste.

Les socialistes fidèles à leur politique antiarabe et prosioniste

Voici exactement 17 ans, le gouvernement français enclenchait une agression fasciste contre l'Egypte, de concert avec les anglais et les israéliens pour « riposter » à la nationalisation du canal de Suez décidée le 26 juillet 1956 par Nasser. Le 29 octobre 1956, l'armée sioniste de Dayan pénètre dans le Sinaï (déjà !). Début novembre, les troupes françaises et anglaises pénètrent à Port-Saïd et se répandent le long du canal de Suez, alors que l'aviation bombarde avec la dernière sauvagerie plusieurs villes égyptiennes. Le chef du gouvernement français s'appelait alors Guy Mollet, Gaston Defferre était ministre de la France d'Outre-Mer et Mitterrand garde des sceaux.

Comment s'étonner que 17 ans après, ces artisans de la politique colonialiste et impérialiste de la IV^e République se placent ouvertement aux côtés de l'agresseur sioniste contre les peuples arabes ?

C'est Defferre qui lance le coup d'envoi. Dès le 8 octobre, ce socialiste milliardaire s'en prenait aux peuples et aux pays arabes « agresseurs » et constatait : « L'histoire démontre que, quand Israël l'emporte, il ne cherche pas à rayer de la carte les pays qu'il a vaincus ». La Palestine, Defferre ne connaît pas ! Les kibboutz implantés par les sionistes dans le Golan et le Sinaï, Defferre n'en a jamais entendu parler !

Le même jour, Pierre Mauroy, membre du secrétariat du Parti socialiste et maire de Lille, s'en prenait aux Arabes « fanatiques » et exaltait

Israël « l'un des meilleurs exemples de démocratie véritable » (à ce propos, on a ainsi une petite idée du contenu que ces gens donnent à la « démocratie économique et politique » définie par le programme commun).

Quant à Mitterrand, il connaît bien le problème : il siège aux côtés de Golda Meïr au bureau de l'« Internationale Socialiste » et il s'est rendu de nombreuses fois en Israël où il a été reçu comme un ami (aussi bien, dit-on, que lorsqu'il va aux Etats-Unis). Mitterrand voit une seule solution au problème : qu'Israël dispose « de frontières sûres qui le mettent à l'abri des incursions étrangères ». Hitler aussi avançait l'argument « des frontières sûres » pour justifier sa politique impérialiste. Qu'est-ce qu'une « frontière sûre » pour un Etat expansionniste comme Israël ? La réponse est inscrite en lettre sculptée au fronton de la Knesset à Jérusalem : « Du Nil à l'Euphrate ». Regardez la carte, et vous verrez que Dayan et son ami Mitterrand ne seront pas satisfaits avant longtemps...

Mitterrand dénie aux peuples et aux pays arabes le droit de se défendre et de reconquérir leurs territoires nationaux : « Un socialiste ne saurait admettre qu'on se fasse justice soi-même », a-t-il déclaré le 10 octobre à l'Assemblée. Voilà bien exprimé le fond de sa pensée impérialiste. Pour Mitterrand, la justice est distribuée par les deux super-puissances : c'est ce qu'il appelle « l'arbitrage », la « co-existence », la « sécurité collective »,

Par contre, un peuple ne peut pas décider lui-même ce qui est juste ni lutter pour se faire justice.

Bref, les socialistes qui ont une longue expérience dans ce domaine, encouragent ouvertement la politique impérialiste et annexionniste d'Israël et des Etats-Unis au Proche-Orient. C'est bien ainsi qu'il faut comprendre la référence aux « frontières sûres d'Israël », qu'on retrouve dans les discours, les déclarations des dirigeants socialistes. C'est si clair que le bureau exécutif du Parti socialiste a décerné un blâme public à la fédération de Paris (à majorité CERES), car celle-ci, dans une déclaration n'avait pas fermement soutenu les Israéliens et, en particulier, s'était dispensée de parler des fameuses « frontières sûres ».

Dans le domaine de la politique antiarabe, les dirigeants socialistes sont donc de « vieux chevaux de retour », comme l'indiquait pertinemment le journal « *El Moudjahid* » du 11 octobre. L'éditorialiste du quotidien algérien poursuivait : « Pour le profane, ces déclarations (des dirigeants socialistes) paraissent d'autant plus navrantes que leurs auteurs prétendent défendre les couleurs du socialisme. C'est mal connaître leur itinéraire, les terreurs secrètes d'un état-major qui a plutôt les coudes serrés dans l'échiquier international. Ces témoins de la cause sioniste, nous les connaissons bien. Ils font feu de tout bois ; il leur arrive souvent de se brûler. S'ils prirent, rappelons-nous bien, le chemin de Damas, la lutte de notre peuple y est pour beaucoup. »

INFORMATIONS

Nos camarades militants diffuseurs d'HR, nos lecteurs et sympathisants ont pu lire la semaine dernière en page 12 de leur journal : H.R. en danger. Certains qui ne connaissent pas le prix de revient d'un journal doivent se demander et cela est juste, mais comment se fait-il que régulièrement toutes les 3 ou 4 semaines HR soit en danger financier ? Quel est ce trou permanent qui fait que des appels constants sont lancés à tous les lecteurs pour soutenir notre presse ? En quelque sorte où en sont nos finances ?

Or, il est juste que chaque diffuseur, chaque lecteur abonné ou lecteur occasionnel ait une idée plus précise du prix de revient de son journal et à quel correspond le soutien financier que nous demandons en permanence. Nous allons donc essayer d'éclairer un peu plus notre lanterne pour voir de quoi il s'agit.

Toutes les semaines l'Humanité Rouge sort sur 12 pages. Chaque numéro coûte 7 500 F environ. L'expédition du journal aux militants, aux abonnés, coûte environ chaque semaine 400 à 500 F, à cela il faut ajouter le prix des photos qui paraissent dans H.R., photos achetées aux agences bourgeoises de

presse 200 à 300 F par numéro. Il faut encore ajouter quand nous ne pouvons le trouver en récupération le papier d'emballage pour les expéditions, les bandes pour les journaux, le scotch, la ficelle environ 40 à 50 F par semaine, ce qui fait déjà au total par numéro de 8 250 à 8 500 F pour un numéro en noir chaque semaine. Cela pour le journal seulement ; lorsque nous sortons des brochures ou des affiches et des tracts, les frais d'expéditions augmentent considérablement. Il faut en plus avancer les frais de tirage des brochures, affiches et tracts ce qui peut faire comme nous le verrons plus loin des chiffres de frais atteignant plus d'un million et demi par mois. A tout cela il faut ajouter comme pour toutes entreprises les frais incompressibles que nous subissons dans le système bourgeois : loyer, 3 000 F par trimestre ; électricité 75 à 100 F par trimestre ; assurance 2 500 F par an. Chauffage en hiver 200 à 300 F pour 5 mois. Tous ces chiffres nous montrent que chaque numéro de l'Humanité Rouge coûte environ 1 million d'anciens francs chaque semaine pour un douze pages en une seule couleur. Pour les 20 premiers jours du mois d'octobre, par exemple,

les frais généraux s'élèvent à 11 872 F dont plus de 3 500 F de timbres pour les expéditions du journal, des brochures, des affiches.

Lorsque nous organisons des meetings la location de la petite salle de la mutualité coûte 3 500 F, à cela il faut ajouter 1 500 F de caution en cas de « casse », ces sommes il faut les avancer 15 jours ou 3 semaines à l'avance pour ne pas être pris de court.

Tous ces chiffres doivent faire réfléchir nos camarades diffuseurs, abonnés ou sympathisants, et mieux éclairer notre lanterne sur le prix de revient de leur hebdomadaire.

Ces chiffres doivent également faire comprendre à tous que c'est seulement lorsque la compréhension politique de ce problème aura été assimilée par tous que nous pourrons envisager de doubler, tripler la vente de H.R. et d'organiser des souscriptions de masse permanentes, des abonnements plus nombreux, etc.

La bataille pour « l'Humanité Rouge » hebdomadaire continue. C'est à nous tous de prendre en main les armes nécessaires à la victoire de notre presse.

Vive « l'Humanité Rouge » !
H.R. vaincra !

A PROPOS DE NOTRE MEETING

Lettre d'un camarade

Chers camarades,

Nous saluons la juste initiative d'avoir placé ce meeting sous le signe du soutien aux peuples arabes.

Nous sommes venus de notre province où les révisionnistes font de plus en plus rarement des meetings ; ceux qu'ils organisent sont boudés par la population ouvrière de la région, car tout le monde s'ennuie devant les longs discours réformistes et démobilités.

Le meeting organisé par « L'Humanité Rouge » au contraire est un brillant exemple de solidarité, de clairvoyance, un exemple que nous emportons avec nous, enregistré sur une bande magnétique que nous allons passer à nos camarades ouvriers français et immigrés avec lesquels nous travaillons tous les jours. Nous organiserons une soirée pour cela cette semaine. Mais déjà cet après-midi, un de nos camarade qui n'a pas pu venir à Paris va passer la bande du meeting devant tous ses camarades d'atelier au réfectoire à l'heure du casse-croûte.

Il faut qu'ici aussi la voix du peuple palestinien et des peuples arabes en lutte se fasse entendre, pour que de plus en plus la classe ouvrière prenne conscience que la seule voie juste et efficace contre les impérialistes et tous les réactionnaires, c'est la lutte armée, la lutte révolutionnaire de masse, sous la direction de l'avant-garde prolétarienne.

Vive la lutte du peuple palestinien et des peuples arabes !

A bas Israël, Palestine démocratique !

Vive le marxisme-léninisme et la pensée-maotsetoung !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Souscription de la semaine précédente

Soutien à HR. 2 travailleurs de Bretagne	2
Soutien à notre journal. CDHR C. Michel	10
Pour que HR poursuive son juste combat idéologique et politique	17,15
MP. En supplément à affiches. Soutien à HR	50
SC. Ouvrier agricole	1
BT. Coiffeur maçon	1
En supplément à commande de brochures. SLC	6,35
S. Août-septembre-octobre	180
Pour une presse prolétarienne	10
Ni gauchisme ni révisionnisme. Pour que HR vive	200
Soutien à HR. Meeting des invalides	100
Sur un marché	10,50
CDHR Stalingrad	32,50
Soutien HR. Jacques et Cathy	1 000
CDHR Dimitrov	100
Soutien HR	1
Pour HR hebdomadaire	20
1 camarade	25
1 facteur	1
CDHR Gramsci	8
Au cours de la marche sur Besançon	2
LD en plus abonnement	5
SL en plus abonnement	20
Soutien à HR. YH	20
En supplément à réabonnement. MP	4
En supplément à abonnement AS	20
CDHR F. Marty. M	20
ED en supplément à commande d'affiches	3
En supplément à commande brochures. MJ	0,50
1 jeune postier.	
Soutien mensuel	50
CDHR Flourens	50
1 militant C.G.T.	
Soutien à HR	1,30
CDHR Manouchian	40
1 chrétien contre le révisionnisme	14
CDHR J.-P. Thimbaud	25
1 lecteur	12,50
1 ouvrier	3
Des camarades de Bretagne	40
Sur ma première paye d'aide comptable	10
Souscription meeting HR	2 070
PM. Représentant de commerce (octobre)	50
1 camarade lycéen	5
Une camarade	3
1 camarade	1
Total	
de la semaine	4 244,80
Total général	
pour le règlement des dettes HR	368 191,26

Souscription de cette semaine

Soutien à HR septembre	100
Soutien à HR. Momo	50
En supplément à abonnement. SA	20
En supplément à abonnement. HB	40
Une lectrice borgatelle	1
HR vaincra ! JPB	20
ES. Soutien à HR	20
Soutien permanent à HR. JPJ	50
1 jeune cheminot (sept-octobre)	103
CDHR Flourens	50

1 camarade	1
CDHR Dimitrov	100
CDHR Manouchian (août-sept.-oct.)	780
1 lectrice	20
Sur un marché	3
1 M.L. espagnol	1,60
En supplément à abonnement et brochures. JLN	16
Des anciens résistants oct. et nov. 1973	50
RL. Octobre	40
CDHR E. Pottier B	351
CDHR J. Labourbe B	70
CDHR F. Yveton B et sympathisants	150
1 Algérien	1
2 lecteurs	5
Groupe Melles. Soutien à HR	13
1 chrétien contre le révisionnisme	1,50
Sur un marché	1
1 Vietnamien fidèle à Staline	80
1 M.L. grec	6
Total de la semaine	2 144,10
Total général	
pour régler les dettes de HR	370 335,36

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN

Soutien aux peuples arabes	
1 Vietnamien fidèle à Staline	40
Collecte à St-Denis	69,40
CDHR H. Barbusse	15
Sur un marché : des travailleurs immigrés	22
Total	146,40

E - 100 sur la Chine

LA CHINE JUSQU'EN 1949

Han Suyin

L'arbre blessé (1919-1918) 5,80

Une fleur mortelle (1928-1939) 5,80

Un été sans oiseaux (1938-1948) 30,00

Edgar Snow

Etoile rouge sur la Chine (1937) 32,00

LA CHINE NOUVELLE

Han Suyin

Le déluge du matin 35,00

La Chine en l'an 2001 18,00

Edgar Snow

La Chine en marche (1961-1962) 39,00

La longue révolution (1970) 35,00

M.A. Macciocchi

De la Chine 30,00

Alberto Jacoviello

L'hypothèse chinoise 22,00

Charles Bettelheim

Révolution culturelle et organisation industrielle 7,50

Bettelheim, Charrière, Marchisio

La construction du socialisme en Chine 7,50

ADRESSEZ VOS COMMANDES A

E. 100 - B.P. 120 - 75962 Paris Cedex 20

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant		de soutien	
Abonnement	pli fermé	35 F	50 F
3 mois	20 F	80 F	100 F
6 mois	40 F	160 F	200 F
1 an	80 F	320 F	
3 mois	45 F	75 F	
6 mois	85 F	140 F	
1 an	170 F	280 F	
Etranger :		3 mois	45 F
		6 mois	85 F
		1 an	170 F

Règlement au G.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

KOWEIT : Un coup dur pour l'impérialisme

Le 17 octobre, les ministres des pays membres de l'Organisation des Pays arabes exportateurs de Pétrole (O.P.A.E.P.) se sont réunis à Koweït et ont décidé de réduire d'au moins 5 % tous les mois la production de pétrole brut et cela jusqu'à ce que les Israéliens se soient retirés des territoires occupés et que les droits légitimes du peuple palestinien aient été restaurés. Au lendemain de cette décision différents pays arabes ont augmenté le prix de leur pétrole brut, ont réduit la production en deçà de 5 % jusqu'à 10 %, tels l'Arabie saoudite, Qatar, et encore ont décidé de suspendre l'exportation de pétrole brut en direction des Etats-Unis.

Toutes ces décisions marquent un grand succès remporté par les pays arabes dans la réalisation de leur unité pour faire front à l'impérialisme et au sionisme. C'est aussi un événement d'une portée remar-

quable pour tous les peuples du monde.

Au-delà du halo de puissance qui entoure tout ce qui concerne l'or noir, quels sont le sens et la portée des mesures prises par les dix Etats de l'O.P.A.E.P. ?

Nous publions ici un article paru dans « Pékin Information » du 26 mars 1973 qui expose la grave crise de l'énergie aux Etats-Unis et la dispute qui s'ensuit entre les U.S.A. et l'U.R.S.S.

Cette crise de l'énergie existant également en Europe et au Japon, le lecteur comprendra aisément les répercussions de la décision des pays arabes sur les difficultés du monde impérialiste et sur l'aiguinement de la lutte pour les réserves d'énergie que se livrent les impérialistes à travers le monde.

L'accroissement massif des armements, la guerre d'agression en Indochine et la gravité du gaspillage ont entraîné la montée en flèche de la consommation du pétrole et du gaz naturel aux Etats-Unis. L'exploitation à outrance a détérioré les ressources en combustibles. Par suite de cette crise de l'énergie, la dispute entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., qui tous deux cherchent à s'emparer du pétrole du Moyen-Orient, s'est encore envenimée.

La crise de l'énergie qui sévit aux Etats-Unis a provoqué une vive inquiétude tant dans les milieux politiques que parmi les masses populaires.

La consommation d'énergie s'étant sans cesse accrue au cours des an-

nées, laquelle s'est révélée d'autant plus grave que le climat a été désastreux dans certaines régions du pays. Commentant la présente crise de l'énergie dans son numéro du 22 janvier 1973, le « U.S. News and World Report » s'est alarmé de ce que « l'effet qu'elle a produit sur la vie quotidienne, sur l'industrie et sur les transports était immense ».

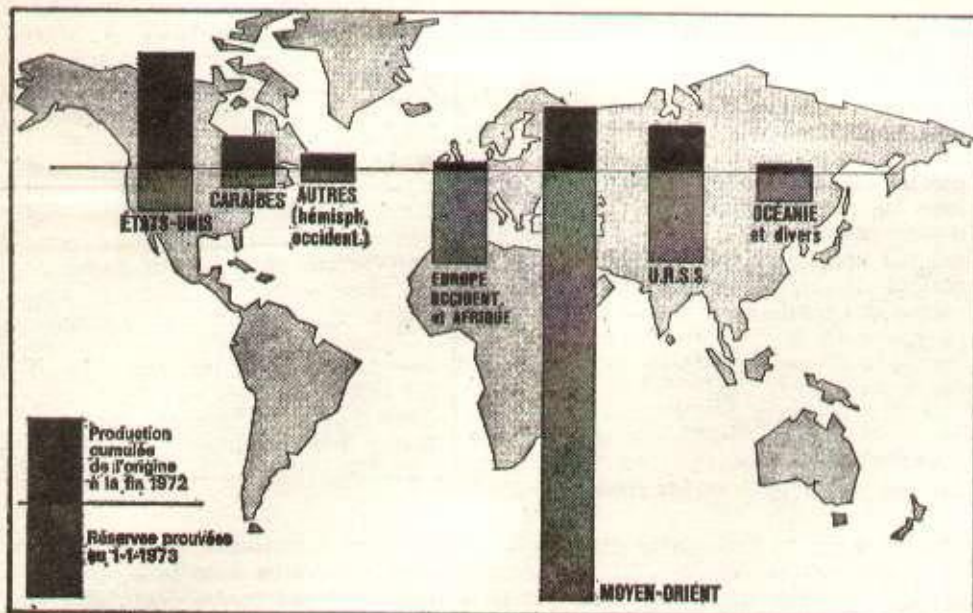
Pour y faire face, l'administration U.S. a levé les restrictions sur les importations de produits pétroliers raffinés en provenance des îles Vierges, et a fait connaître par anticipation, le 18 décembre 1972, les quotas provisoires des importations de pétrole pour 1973. Le 17 janvier dernier, elle

a annoncé en outre que les importations d'huiles pour le chauffage seraient libres de restrictions jusqu'au 30 avril, et que le volume global des importations de pétrole pour 1973 serait accru de 998 000 barils par jour. Le 10 janvier, répondant à une interpellation devant la Commission des Affaires Intérieures du Sénat, Rogers Morton, secrétaire à l'Intérieur, a estimé qu'en 1985, les Etats-Unis devraient importer 28 % — contre 13 % à l'heure actuelle — de leurs combustibles, et que 65 % du pétrole destiné à la consommation intérieure proviendrait d'autres pays.

La presse américaine est sceptique quant à la fiabilité des fournitures de pétrole étranger. Le secrétaire à l'Intérieur, Morton, a estimé que, à envisager la question à long terme, les Etats-Unis devraient importer la plus grande partie de leur pétrole du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Mais le « U.S. News and World Report » maintient que pouvoir ou non obtenir du pétrole au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est encore un « jeu du hasard » pour les Etats-Unis. Sous le titre : « L'enjeu s'appelle pétrole... Un autre terrain où la rivalité s'aiguise entre les Etats-Unis et l'Union soviétique », cet hebdomadaire écrit : « Le golfe Persique apparaît de plus en plus comme une autre région où s'exerce la rivalité entre les deux superpuissances au monde ». Il estime qu'en 1980, les Etats-Unis auront à importer du Moyen-Orient 50 % de leur pétrole, et que le souci de ceux qui décident de la politique des Etats-Unis, c'est de savoir « qui contrôlera les immenses ressources (en pétrole) dans cette région ».

La cause de la crise américaine des combustibles est multiple. La course effrénée aux armements et de longues années de guerre d'agression, au Viêt-nam et dans le reste de l'Indochine, ont absorbé une quantité considérable de combustibles, notamment de pétrole et de produits pétroliers. D'autre part, l'exploitation à outrance des gisements par les groupes capitalistes monopoleurs en quête de profits toujours plus élevés a détérioré les ressources en combustibles. On signale par ailleurs un sérieux gaspillage. Dans un article publié dans son numéro du 22 janvier, « News-week » indique que « le pays ne pense pas du tout aux énormes quantités (d'énergie) qui sont en fait gaspillées ». Cette revue ajoute : « Les Etats-Unis gaspillent au moins 50 % de la totalité de leur énergie ». Prenons le cas des automobiles. Les Etats-Unis viennent en tête dans le monde pour son parc d'automobiles — plus de 100 millions de voitures. Mais il faut voir le revers de la médaille. Cette pléthore de voitures non seulement consomme et gaspille du carburant à profusion, provoque des embouteillages et est responsable chaque année d'un bilan très lourd en morts et en blessés, mais encore aggrave sérieusement la pollution, menaçant la santé du peuple. Sous le système capitaliste, on ne saurait trouver une solution radicale à ce problème, et même John Carver, vice-président de la Commission fédérale de l'Energie, a avoué sans ambages que la crise de l'énergie était « un mal incurable » pour les Etats-Unis.

Art. paru dans « Pékin Information », le 26 mars 1973.



PRODUCTION ET RESERVES PROUVÉES DE L'ORIGINE A LA FIN DE 1972.

nées, la production est de moins en moins à même de répondre aux besoins. En 1972, le pétrole et le gaz naturel intervenaient pour 77 % dans l'énergie consommée par le pays. D'après les chiffres publiés par l'Institut américain du Pétrole, les Etats-Unis, qui comptaient principalement sur leurs propres ressources pétrolières, sont devenus de plus en plus tributaires des importations. Autrefois, leurs pétroliers étaient plus que suffisants : en 1961, ils pouvaient se méfier d'un excédent journalier de 34 000 barils (1 baril = 159 litres). Mais en 1972, ils ont dû importer en moyenne 2,8 millions de barils de raffinés par jour, auxquels s'ajoute encore une certaine quantité de brut. D'autre part, leur consommation annuelle de gaz naturel a progressé ces dernières années au rythme de 6 %, atteignant 2 210 milliards de pieds cubes en 1971. S. David Freeman, qui avait été durant deux législatures expert de l'énergie auprès du président des Etats-Unis, a déclaré : « Les taux de consommation sont tels que nous pouvons déjà voir le fond du baril ».

Les Etats-Unis ont connu un rigoureux hiver en 1972-1973, par suite de l'insuffisance des principaux combus-

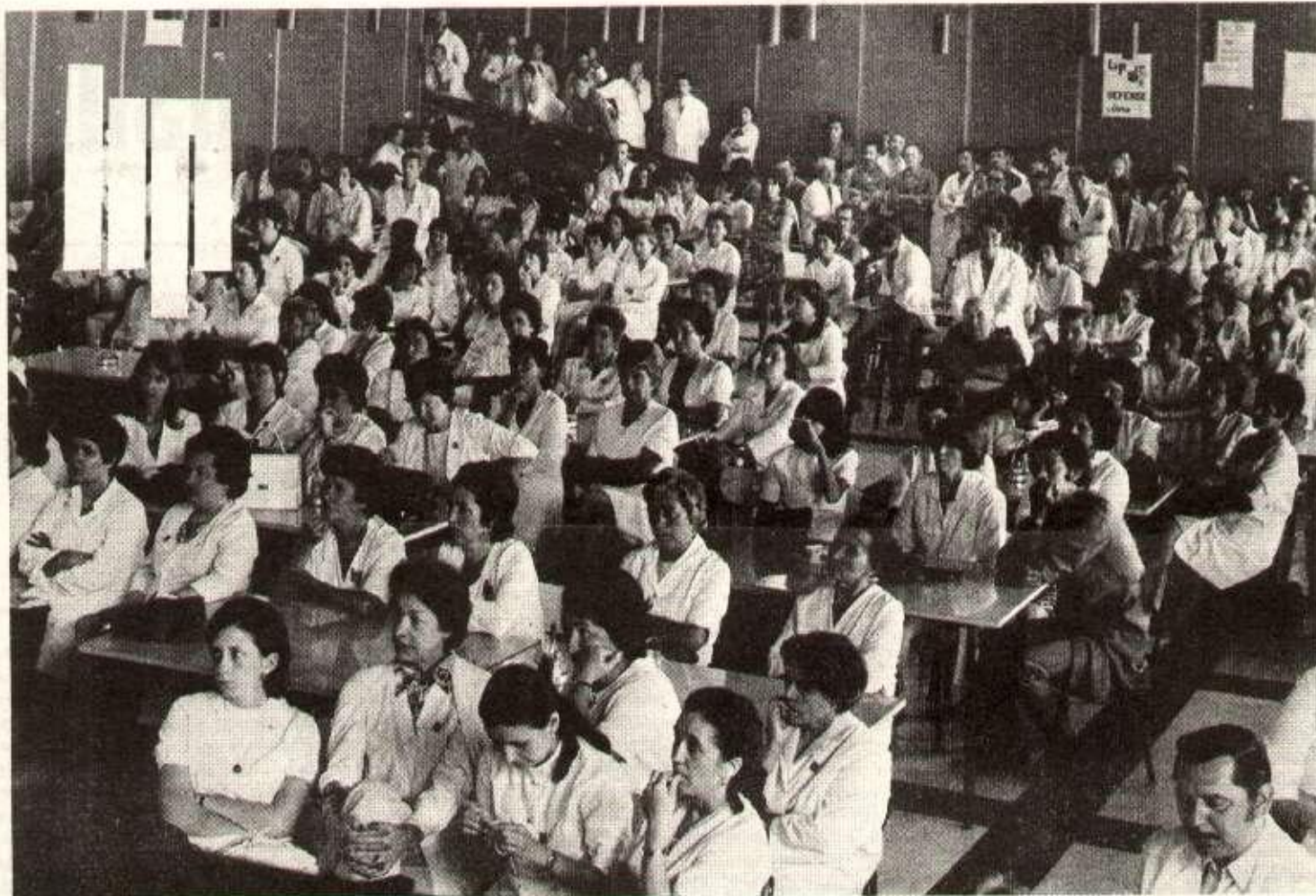
“ Libé et la guerre ”

Dans le n° 66 du vendredi 12 octobre de « Libération », on pouvait lire à la Une, sous le titre « Libé et la guerre », un article exprimant les différentes positions des membres de la rédaction du journal. Ainsi, on peut lire : « Certains d'entre nous sont d'origine juive. Certains soutiennent les armées arabes. D'autres ont peur que la victoire ne signifie un nouveau malheur pour le peuple Juif. » Puis, après avoir déclaré qu'objectivement ils comprennent la situation mais « qu'émotionnellement, ce n'est pas aussi facile » ils déclarent : « Il nous apparaît comme une nécessité absolue, que ces points de vues, ces craintes s'expriment aussi dans ce journal. Que puissent s'y exprimer tous ceux qui sur autre chose qu'Israël et la Palestine, sont du côté du droit des peuples et qui lorsqu'il s'agit d'Israël ne peuvent s'empêcher de souffrir. » Et « Libération », prévoyant d'éventuelles attaques, cherche à se justifier, prétextant qu'il n'est pas une organisation ayant un projet politique organisé, mais une équipe de collaborateurs de diverses origines.

Que « Libération » veuille être une tribune social-démocrate, libre à lui (nous en avons eu un exemple lors des articles consacrés à la Chine). Mais que signifie par exemple les deux phrases accolées : « Certains d'entre nous sont d'origine juive. Certains soutiennent les armées arabes. » N'est-ce pas là opposer les Juifs aux Arabes ou à ceux qui les soutiennent ? Et il est dangereux, sous couvert d'objectivité, de confrontation de points de vue, de glisser des idées erronées : Ainsi en est-il par exemple de l'idée de « peuple israélien », mis sur le même pied que le peuple palestinien. Et la réponse d'un lecteur est très nette à ce sujet : « Il n'y a pas plus de « peuple » israélien qu'il n'y avait de « peuple » algérien-français, mais une entité coloniale hétérogène artificiellement implantée en territoire étranger. De même la notion de « peuple juif » n'est ni marxiste-léniniste, ni gaullienne, mais religieuse. Le droit des peuples en la matière ne s'applique donc pas. La propagande sioniste joue sur les mots. Vouloir créer un état en s'emparant d'un territoire et en sélectionnant un peuple, c'est là du pur fascisme. » La lettre de réponse du Comité d'information des travailleurs et étudiants arabes va dans le même sens et approfondit certains aspects du problème : Ainsi « L'article " Libé et la guerre " place sur le même plan agresseurs et agressés », parler de peuple israélien, c'est reconnaître de facto la légitimité de l'Etat d'Israël, etc.

Enfin, pourquoi « Libération » n'a-t-il pas cité un mot sur la manifestation de soutien aux peuples arabes et palestinien à Paris, sinon en un simple communiqué du M.T.A. ? ce n'était pas suffisant. Pourquoi « Libération » n'a-t-il pas cité un mot du premier et seul meeting de soutien à la lutte des peuples arabes et palestiniens organisé par « l'Humanité Rouge » le 12 octobre ?

Nous espérons sincèrement que la rédaction de « Libération » réfléchira sérieusement aux conséquences graves de ses prises de positions si elle ne veut pas se couper totalement des masses et pour commencer des travailleurs arabes.



SÉGUY CONTRE LES LIP

Les masques sont maintenant tombés. C'est au grand jour que les dirigeants de la C.G.T. s'opposent désormais à la lutte des Lip. Une telle attitude n'a rien pour nous étonner : elle est dans la logique du révisionnisme. C'est toujours ainsi qu'ils ont agi pour tenter de briser les luttes ouvrières : Souvenez-vous, parmi bien d'autres exemples, des Batignolles, de Penarroya, de Girosteel, des Nouvelles Galeries, de Ferodo. A chaque fois, ils ont joué leur rôle d'agents de la bourgeoisie. Voyons comment ils ont procédé à Lip, en particulier ces derniers temps.

Les champions de la capitulation

« A Lip, une minorité agissante a pour but de prolonger le conflit dans un but politique contraire aux intérêts des travailleurs », c'est ainsi que s'exprimait Séguy il y a peu de temps.

Notons l'analogie frappante avec les déclarations de Giraud parlant « d'assemblées dites générales qui ne rassemblent qu'une poignée de travailleurs ». En appelant ainsi à la reprise du travail, et en cherchant à faire apparaître la grève comme minoritaire, Séguy appelait à céder devant le diktat gouvernemental formulé par Giraud en ces termes : « Mon plan est à prendre ou à laisser », à céder devant les menaces de Messmer : « Si la réponse du personnel de Lip doit être négative, je crains que la disparition de Lip ne devienne inéluctable ». Ces menaces, ce chantage traduisaient la volonté du pouvoir de mettre les Lip à genoux, d'en faire un exemple négatif pour toute la classe ouvrière. A cela, Séguy répond en affirmant : « La marge qui sépare les positions des organisations syndicales des dernières positions de Giraud est très faible ». Il acceptait ainsi 160 licenciements ! Messmer pouvait être satisfait. Cette attitude est un trait marquant du révisionnisme : Quand la bourgeoisie menace, on recule !

Seulement, les travailleurs de Lip dans leur immense majorité ne l'ont pas entendu de cette oreille. Le 8 octobre, lors d'un vote à main levée, 800 d'entre eux ont voté pour la poursuite de la lutte, 14 contre. C'est sans

doute ce que Séguy appelle une « minorité agissante » ?

Pour tenter de justifier la capitulation, dans un tract, la C.G.T. déclare : « Si M. Giraud quitte les négociations, l'apparence fera porter la responsabilité de la rupture aux travailleurs de Lip. On dira que les syndicats sont intransigeants ». Autrement dit : il faut se soumettre au chantage ; accepter les conditions dictées par le pouvoir pour que les « négociations » se poursuivent.

Mais rien n'y a fait : Le 12 octobre, lors d'un vote à bulletin secret, 626 travailleurs se prononcent pour la continuation de la lutte, 174 contre. C'est là une des plus graves défaites que les travailleurs aient infligé aux dirigeants de la C.G.T.

Leur hargne sera à l'image de cette défaite.

Des artisans de la division

Cette décision claire des Lip met la bourgeoisie en rage. Messmer annonce : « Lip, c'est fini » ; la presse bourgeoise parle de « suicide collectif » ; Giraud et Charbonnel dénoncent les « syndicalistes irresponsables ». Et c'est au milieu de ces attaques déchaînées de la bourgeoisie que le bureau confédéral de la C.G.T. déclare dans un communiqué : « La C.G.T. dénonce les méthodes et les comportements malhonnêtes des représentants de la C.F.D.T. appuyés par des éléments gauchistes... les chefs de file irresponsables qui se sont livrés à un véritable sabotage de la consultation. » De son côté, Krasucki dénonce le « comportement de certains éléments irresponsables ». Une telle attitude porte un nom : cela s'appelle hurler avec les loups. Les dirigeants de la C.G.T. se rangent ainsi de façon claire dans le camp des ennemis des Lip, dans le camp de la bourgeoisie. Alors que la bourgeoisie met en branle tous ses moyens de propagande pour isoler les Lip, les Séguy-Krasucki y joignent tous leurs efforts. Ils cherchent ainsi à isoler les Lip et à les diviser. Ils ne leur pardonnent pas d'avoir repoussé leur appel à la capitulation.

Ils prennent en particulier pour cible le comité d'action de Lip. La C.G.T. tout en parlant d'« unité d'action », après avoir tenté de semer la

division, déclare qu'elle ne la conçoit « qu'entre organisations syndicales responsables, à l'exclusion du comité d'action ». Ainsi au nom de « l'unité », les responsables C.G.T. cherchent à créer la division. Ils ne pardonnent pas au comité d'action de Lip d'avoir joué un rôle moteur dans la lutte, d'avoir largement contribué à tout ce qui fait son caractère exemplaire, et surtout d'avoir réussi à entraîner la masse des travailleurs de Lip dans la poursuite de la lutte. Ils ont peur du comité d'action car il a la confiance de la masse des Lip.

Des ennemis de la démocratie prolétarienne

Ainsi donc, en Assemblée générale, la masse des travailleurs de Lip se prononce sans ambiguïté pour la poursuite de la lutte, et le bureau confédéral de la C.G.T. déclare : « La consultation s'est déroulée dans des conditions inadmissibles », et « l'Humanité » dénonce « le climat de passion qui avait vendredi présidé au vote des travailleurs de chez Lip ». Les mêmes arguments sont repris dans une affiche des C.D.R. collée à Besançon : « Pour la parodie du vote du 12 octobre, intervenu selon les plus pures traditions fascistes, vous avez condamné Lip à mort. »

Les dirigeants révisionnistes ne se sont pas encore remis d'avoir entendu de nombreux travailleurs de Lip lancer : « C.G.T., Giraud, même combat ». Ils n'acceptent pas la volonté de la majorité des Lip ; ils n'acceptent pas la démocratie prolétarienne. En fait ils en ont peur, car elle remet en cause la collaboration de classe. Ils lui préfèrent, et de loin, les tractations à huis-clos dans les ministères.

D'ailleurs, Krasucki a adressé une lettre au ministre Gorse pour être reçu afin de « dégager une solution convenable à la situation chez Lip ». Gorse lui a, bien sûr, répondu favorablement, et il recevra une délégation de la fédération C.G.T. de la Métallurgie le lundi 22 octobre.

Voilà bien la collaboration de classes sous son jour le plus cru ! Jamais les travailleurs de Lip n'ont mandaté Krasucki pour aller voir Gorse, et pourtant, c'est de leur sort qu'il sera question !

Cela s'appelle chercher à s'enten-

Lip, ça continue !

Les travailleurs de Lip ont engagé une nouvelle campagne de popularisation.

● Besançon, ils mènent des enquêtes pour connaître le point de vue de la population et pouvoir ainsi répondre aux questions qui se posent.

● Pour combattre les mensonges de la presse bourgeoise et de la radio, des relais de « contre-information » sont mis en place. Des communiqués sont téléphonés tous les soirs entre 18 et 20 h dans certaines villes, puis sont reproduits pour être transmis à la population.

Trois relais existent aujourd'hui :

A Paris : 75, rue de Flandres (75019). Tél. : 607-57-89. Permanence de 14 à 20 h ;

A Lyon : 30, rue Sergent-Blanc 69001-Lyon. Tél. : 27-37-26.

A Roubaix : Union de Secteur C.F.D.T. Tél. : 70-01-47.

Ces communiqués sont aussi tirés à Besançon.

● Des meetings-rencontres : « 6 heures avec Lip » sont préparés dans différentes villes.

Le numéro de téléphone de la commission de popularisation est maintenant : (16-81) 80-41-80.

Les premières « Six heures » auront lieu : à Paris (14^e) le vendredi 26 octobre, organisés par l'U.L.-C.F.D.T. (74, rue du Château. Tél. : 306-55-12). A Marseille, le 27 octobre : organisées par l'U.D.-C.F.D.T.

A Lyon, le 3 novembre : organisées par l'U.D.-C.F.D.T.

● Les 16, 17 et 18 novembre, à Besançon se tiendra une conférence nationale sur l'emploi qui permettra de réunir tous ceux qui luttent dans ce domaine et de commencer à élaborer une charte revendicative de l'emploi.

Alors que la bourgeoisie cherche par tous les moyens à isoler les Lip, à nous de tout faire pour contribuer à populariser leur lutte, et à la soutenir.

dre dans le dos des travailleurs. De telles rencontres il ne peut sortir que de sales coups contre les travailleurs.

D'un côté, les travailleurs de Lip qui, à visage découvert, honnêtement, par la pratique de la démocratie prolétarienne, décident de poursuivre la lutte.

De l'autre, les Séguy-Krasucki, qui dans les coulisses des ministères, vont s'entendre avec le pouvoir pour tenter de briser la lutte.

Deux mondes. Celui de la lutte de classe, le monde du prolétariat ; celui de la collaboration de classe, le monde de la bourgeoisie.

L'avenir des Lip, leur lutte, c'est à eux et à eux seuls d'en décider, et non pas à des bureaucrates qui agissent dans leur dos.

Les choses sont claires

Ces derniers temps, certains ont proclamé que les dirigeants de la C.G.T. avaient changé de position ; ils se sont laissés avoir par le mirage des « petites phrases », par la démagogie d'un Séguy.

Les fleurs que Séguy lançait le 6 septembre au Palais des Sports aux travailleurs de Lip étaient empoisonnées. Lorsqu'il proclamait : « L'action des "Lip" a valeur d'expérience positive pour tous », cela n'avait pour fonction que de mieux préparer la trahison. Comme Judas, qui souriait encore au moment même où il trahissait.

Les dirigeants révisionnistes restent fidèles à eux-mêmes.

A.C.